

INTERVIEW EVE BAZAIBA MASSUDI «LA RDC, À LA CROISÉE DES CHEMINS»

N° 356 - 16 au 29 juin 2016

LES AFRIQUES

Hebdomadaire international

Parce que l'information a de la valeur

BANQUES 2016 OFFENSIVES CROISÉES AU SUD DU SAHARA

DOSSIER SPÉCIAL
36 PAGES

lesafriques.com

ÉDITION INTERNATIONALE : Afrique Zone CFA 1900 F CFA • France 3,80 € • France DOM 4,5 € • Maroc 25 DH • Algérie 220 DA • Tunisie 3,50 DT
Mauritanie 1200 MRO • Belgique 3,80 € • Italie 4,5 € • Canada 6,5 \$ CAN • Luxembourg 4 € • Suisse 6,5 FS



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ABDERRAZZAK SITAIL

Trophées African Banker 2016

La Banque Atlantique élue « Meilleure Banque d'Afrique de l'ouest »

Le groupe Banque Atlantique a remporté le trophée « Meilleure banque régionale d'Afrique de l'Ouest », à l'occasion de la dixième édition des Trophées African Banker, qui s'est tenue ce 25 mai 2016 dans la capitale zambienne, Lusaka, en marge de la 51^e Assemblée générale de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Organisés par le magazine African Banker du Groupe IC Publications, les African Banker Awards récompensent les institutions financières, les hommes et les femmes qui contribuent de manière significative à la modernisation et à l'essor de la banque et de la finance sur le continent.

Le trophée de la « meilleure banque régionale » est attribué à l'établissement bancaire qui s'est particulièrement distingué dans les domaines du financement de l'économie, de la bancarisation, de l'inclusion financière, de l'innovation en matière de produits et de services, et qui a réalisé des performances financières remarquables. Le groupe Banque Atlantique a parfaitement répondu à l'ensemble de ces critères.

« Le groupe a montré une solide performance avec des résultats financiers en hausse [...] et continue à jouer un rôle important dans le financement de gros projets dans la région tels que le financement d'une campagne cotonnière au Mali ou les travaux préparatoires du projet de ligne 1 du métro d'Abidjan », a expliqué le jury, qui a également mentionné l'innovation du groupe relative au paiement de factures à partir d'un compte bancaire, en soulignant qu'il s'agissait d'« une première en Côte d'Ivoire ».

Depuis sa prise de contrôle en 2012 par le groupe Banque Centrale Populaire du Maroc, la Banque Atlantique connaît un développement remarquable, grâce à l'expertise et l'expérience de la maison mère et aux axes de synergies développés au sein du Groupe.

Le groupe Banque Atlantique est présent au Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Atlantic Business International (ABI) la holding financière de contrôle et de développement de Banque Atlantique en Afrique Subsaharienne est dirigée par M. Souleymane Diarrassouba.

Bénin • Burkina Faso • Côte d'Ivoire • Guinée-Bissau • Mali • Niger • Sénégal • Togo

www.banqueatlantique.net



FAITE POUR VOUS

GRUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE

EDITORIAL

Banque, un secteur très porteur **04**

BANQUES & ASSURANCES

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
Le Saoudien Bandar Hajjar aux commandes **6**

BOURSES & FONDS
Quel avenir pour la PME en Bourse **7**

POLITIQUE ECONOMIQUE AFRICAINE
INTERVIEW EVE BAZAIBA MASUDI
La RDC, à la croisée des chemins **8**

NIGER
Attaques tragiques de Boko Haram à Bosso **13**

DOSSIER

Banques 2016
Offensives Croisées au sud du Sahara **14**

TOGO Ecobank vante son modèle aux investisseurs **16**

GIM-UEMOA Un réseau prometteur au service de l'inclusion financière africaine **18**

NIGER
Bagri, une banque au service du développement agricole **22**

BANQUE POPULAIRE Lancement de la 3^{ème} édition B to B in Africa avec Maroc Export **24**

SECTEUR BANCAIRE EN AFRIQUE AUSTRALE
Le leadership sud-africain **25**

MOSTAFA MELSA
«Une naturelle stratégie de coopération Sud-Sud» **28**

Les tendances bancaires en Afrique occidentale et centrale **30**

BOA et les entreprises marocaines lorgnent l'Est-Africain **32**

Attijariwafa bank 4^{ème} Forum international Afrique Développement, le temps de la concrétisation **34**

CORIS BANK INTERNATIONAL BURKINA
Introduction prochaine en Bourse **36**

WARI BANK INTERNATIONAL
Le niet de la Commission bancaire Côte d'Ivoire Orange Money empoche son agrément bancaire **37**

BANQUE DE L'HABITAT DU SÉNÉGAL
Changement dans le tour de table **38**

Colombe Groupe conclut des contrats d'arrangeur pour deux États de l'Uemoa **39**

BURKINA
Coris Bank distribue 7 milliards de f CFA de dividendes **41**

GABON Du bon cru pour BGFI **42**

BMCE BANK OF AFRICA
Une progression en phase avec la maturité Rockefeller Bridging Leadership Award à Fondation BMCE Bank **44**

BANQUE CENTRALE POPULAIRE MAROC
Un RNPG en hausse de 14,4% **46**

ATTIJARIWAFABANK Un RNPG en hausse de 3,4% **47**

ATTIJARIWAFABANK Un RNPG en hausse de 3,4% **48**

PIED DE LETTRE

Les incontournables **50**



Banques 2016 Offensives Croisées au sud du Sahara

Les banques sont attirées par le potentiel de croissance du marché africain, au Sud du Sahara, où elles sont de plus en plus nombreuses. Les banques étrangères doivent faire face à la concurrence de grands groupes locaux et nord africains. Elles rivalisent d'ingéniosité pour se positionner sur ce marché assez étroit. **14-49**

Interview Eve Bazaiba Masudi La RDC, à la croisée des chemins

A la tête du Mouvement de libération du Congo (MLC), parti créé par Jean-Pierre Bemba, une des figures de l'opposition congolaise, Eve Bazaiba milite pour le respect de la Constitution. Celle que ses partisans surnomment la Jeanne d'Arc congolaise affirme qu'il n'y aura «pas un seul jour de plus pour Kabila à la fin de son mandat». Entretien. **8-12**



Quel avenir pour la PME en Bourse

La Bourse n'est pas réservée uniquement aux grandes entreprises, mais aussi aux PME. Des chefs d'entreprise se sont réunis, le 2 juin à Casablanca, pour discuter des opportunités offertes aux PME en Bourse. Ils se sont aussi penchés sur le classement des 1 000 PME marocaines. **7**

Niger Attaques tragiques de Boko Haram à Bosso

Les attaques de Boko Haram ont fait un bilan très lourd dans les rangs de l'armée mixte régionale, dont 30 soldats nigériens et 2 soldats nigériens tués. Une soixante de militaires nigériens et nigériens blessés sont aux urgences hospitalières. **13**





Banque, un secteur très porteur

Tellement de travail à faire encore pour que l'Afrique se dote d'un secteur financier performant. Après plusieurs décennies de contrôle des banques françaises, notamment en Afrique francophone, la libéralisation du secteur financier a permis l'éclosion de banques panafricaines de premier rang. Il n'est pas besoin de citer la réussite d'Ecobank et ses performances ou encore la conquête des banques marocaines en Afrique de l'Ouest, pour savoir qu'il s'agit là d'une poule aux œufs d'or, que personne ne veut rater. Certes l'Afrique est éparse... Les marchés ont chacun leurs spécificités et la bancarisation reste très faible par endroits, avec des taux autour de 4 à 5%. Le potentiel est tellement important qu'aujourd'hui une véritable guerre de positions est en train de se mettre en place pour drainer les capitaux de manière beaucoup plus fluide. Sachant que la bancarisation des Africains, au-delà de l'enjeu majeur pour les banques, est un grand défi pour les Etats. A eux d'en tirer profit

au maximum. C'est aussi synonyme du développement d'une Middle Class qui reflètera certainement la bonne vigueur des économies africaines.

Il ne faut pas pour autant crier victoire trop vite pour nos banques. D'une part, les phénomènes de concentration sont déjà visibles, mais aussi le retour des banques occidentales est à prévoir. Dans ce cas, leurs moyens financiers qu'elles engagent et leur expertise risqueraient de redistribuer les cartes et mettre en situation de faiblesse ces nouvelles banques panafricaines. Il est urgent, pour elles, de consolider ces acquis et de maintenir des investissements conséquents, afin de réussir le défi de la bancarisation, mais aussi pour être prêtes à subir une compétition impitoyable provenant de banques de premier ordre dans le monde.

LES AFRIQUES

Parce que l'information a de la valeur

Groupe Les Afriques Edition & Communication

SA au capital de 2'657'600.- CHF
Siège Social: Rue du Cendrier 24 - 1201 Genève Suisse

Président Administrateur Délégué
Abderrazzak Sitail

Les Afriques Edition & Communication Europe
SARL au capital de 160.000 €
75, avenue Parmentier, 75544 Paris Cedex 11

Les Afriques Communication & Edition Maghreb
SARL au capital de 1.000.000 DH
219 bis, bd Zerkoutouni, Casablanca 20330 - Maroc
Tél : +212 522 233 477 - Fax : +212 522 233 501

Directeur de la Publication
Abderrazzak Sitail

Rédacteur en chef exécutif
Daouda MBaye
daouda.mbaye@lesafriques.com

Rédacteur en chef délégué : Ismaïla Aidara, Uemosa.
Rédacteur en chef : Achille Mbog Pibasso, CEMAC.
Grand reporter : Rodrigue Fenelon Massala.
Maimouna Dia.

Rédaction

Olivier Tovor, Lomé, Rudy Casbi, Paris, François Bambou, Yaoundé, Mohamed Masmoudi, Casablanca, Carlos Laye, Bordeaux, Abdelmalek El Mekkaoui, Casablanca, Dakar, Mohamedou Ndiaye, Dakar, Daouda MBaye, Casablanca, Ibrahim Souleymane, Casablanca.

Comité Scientifique

François Konan, New York. Politiques économiques.
Philippe Bourgeois, Paris. Matières premières et coton.

Révision
Hassan Radi

Responsable Artistique : Mouhcine El Gareh
Maquettiste : El Mahfoud Ait Boukroum

Edition Internet – en français
Ismaïla Aidara, Dakar.
Mohamedou Ndiaye, Dakar

Chroniqueurs
François Konan, New York. Economie.
Philippe Bourgeois, Paris. Matières premières et coton.

Directeur Développement et Marketing
Libasse Ka
libasse.ka@lesafriques.com

Responsables développement
Mehdi Derraz, Maghreb et Afrique de l'Ouest
m.derraz@lesafriques.com

Responsable e-Marketing
Khalid Essajidi

Responsable Abonnement et Distribution
Hasnae Elmadani
h.elmadani@lesafriques.com

Responsable Administrative & Financière
Khadija Bnika

Publicité
commercial@lesafriques.com

Base de données
Mokhtar Lasmari

Abonnement
abos@lesafriques.com

Diffusion
Presstalis, Sochepress,
Royal Air Maroc, SN Brussel.

Impression
GMS Print.
Dépôt légal : novembre 2010
Edition internationale
Commission paritaire : 1017 C 89135
Edition Maroc
B.O.N°5618-26 rabii 1429 (3-4-2008)

Crédit photos
AFP, DR
© Reproduction interdite sans l'accord écrit de l'éditeur



Le Groupe Crédit Agricole du Maroc, une banque au service de l'agriculture et du monde rural



GRUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT Le Saoudien Bandar Hajjar aux commandes

La BID va élire le nouveau président de l'institution, au cours de sa réunion annuelle à Jakarta, capitale de l'Indonésie. La candidature du Saoudien Bandar Hajjar, parrainée par son pays, l'Arabie saoudite, plus gros actionnaire, sera entérinée par le forum des gouverneurs.



Des sources dignes de confiance révèlent que c'est le Saoudien Bandar Hajjar qui est en pole position pour succéder au Soudanais Ahmad Mohamed Ali, président de la Banque islamique de développement, dont le mandat est arrivé à terme. Bandar Hajjar, qui a le soutien de son pays, l'Arabie saoudite, gros contributeur de l'institution, n'a pas de challenger. Jusqu'à récemment, il occupait

le poste de ministre du Hadj dans son pays. Il aura la lourde mission de conduire le legs de son prédécesseur Ahmad Mohamed Ali.

Avec un rating AAA, la BID a triplé son capital autorisé à 150 milliards de \$ en 2013. D'importants chantiers sont dans les starting-blocks et l'Afrique pourra compter sur ce haut fonctionnaire saoudien.

Ismael Aidara,
Jakarta

**Siège de la BID à
Jeddah**

BAD : 549 millions de \$ pour 14 pays d'Afrique australe et de l'Est

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé par le biais de son président la mise à disposition d'une aide de 549 millions de dollars au profit de 14 pays touchés par la sécheresse en Afrique de l'Est et australe. Ces fonds ont pour objectif d'aider des pays touchés par le phénomène climatique El Nino. Il s'agit notamment de l'Éthiopie, du Malawi, du Mozambique ou du Zimbabwe. Dans le cadre d'un plan d'urgence alimentaire, 5 millions de dollars seront d'abord versés, 361 millions de dollars en prêts à court et long terme ainsi qu'une enveloppe additionnelle de 183 millions de dollars qui sera allouée au cours de l'année 2016. L'institution bancaire panafricaine rappelle que les fortes températures et l'insuffisance des précipitations ont causé une urgence alimentaire qui touche 36 millions de personnes en Afrique australe et de l'Est.

Botswana : Barclays Bank promeut la consommation

Brighton Banda, directeur de consommation chez Barclays Bank Botswana, vient de révéler que le nouveau programme de réductions des offres de consommation témoigne de l'engagement de la banque envers ses clients. De son avis, le nouveau programme leur permettra d'économiser de l'argent chaque fois qu'ils font leurs achats dans les magasins partenaires de la banque. Il a ajouté que la Barclays est fière d'être la première banque à avoir proposé le rabais sur les produits et services de consommation pour la base entière de la carte de crédit.

Quel avenir pour la PME en Bourse

La Bourse n'est pas réservée uniquement aux grandes entreprises, mais aussi aux PME. Des chefs d'entreprise se sont réunis, le 2 juin à Casablanca, pour discuter des opportunités offertes aux PME en Bourse. Ils se sont aussi penchés sur le classement des 1 000 PME marocaines.



Le financement par la Bourse est de plus en plus adapté aux besoins des PME. Le monde de la finance prend progressivement conscience de cette réalité aussi bien au Maroc que dans d'autres pays. D'ailleurs, certaines s'y sont essayées avec succès. En effet, forte de nombreux avantages, une OPV est aussi apte à offrir aux PME l'élan nécessaire à une croissance pérenne. Reste à savoir par quels moyens peut-on accentuer ce rapprochement essentiel entre la Bourse et la PME ? A l'occasion de la parution de la 8^{ème} édition du classement des 1 000 PME marocaines, le mensuel Economie Entreprises a organisé, en partenariat avec Inforisk, une conférence-débat sous le thème : « Quel avenir pour la PME en Bourse ! », le jeu 2 juin à Casablanca. Plusieurs managers et dirigeants de PME et

grandes entreprises marocaines se sont alors penchés sur la question. Tous ont souligné les avantages qu'offre la Bourse des valeurs aux PME marocaines.

La rencontre a aussi été marquée par la présentation de l'édition 2016 du classement Inforiskessor1000 qui permet de dégager les tendances actuelles, basées sur un comparatif d'un échantillon constant sur les 3 derniers exercices. Édité par Economie Entreprises en partenariat avec Inforisk, acteur de référence dans l'information d'entreprises et bases légales, Inforiskessor1000 est le hors-série annuel qui analyse l'évolution d'un échantillon de 1 000 PME marocaines. Le classement des 1 000 PME les plus performantes est un ouvrage unique sur la PME de par son contenu et son analyse.

Maimouna DIA, Casablanca

Des introductions prochaines

Quels moyens peut-on accentuer ce rapprochement essentiel entre la Bourse et la PME ?

Fonds Africa50 : Le directeur général enfin nommé

C'est désormais le Camerounais Alain Ebobissé qui va présider aux destinées du Fonds Africa50 de la BAD. Le Conseil d'administration du Fonds Africa50 a annoncé, mercredi dernier, sa nomination au poste de directeur général d'Africa50. Pour rappel, cette plateforme d'investissement panafricaine dans les infrastructures était jusque-là dirigée par un directeur général par intérim, en la personne d'Alassane Ba. Akinwumi Adesina, président de la BAD, qui a salué sa désignation, a ajouté que : « Sa grande expérience et son leadership mondial reconnu en matière de développement d'infrastructures seront essentiels, car nous voulons faire d'Africa50 une société d'investissement dans les infrastructures efficace et fructueuse, qui soit reconnue comme leader dans le développement et l'investissement dans les projets d'infrastructures en Afrique, et qui jouisse d'une réputation d'excellence et de crédibilité sur le continent et au-delà ». Ce spécialiste reconnu du financement et du développement d'infrastructures et fin connaisseur du continent africain, deux champs d'expertise qu'il a conjugués tout au long de sa carrière à l'international et à de hautes fonctions, a de fortes chances de réussir sa mission.

Gwen Mwaba nommé directeur à Afreximbank

Afreximbank a annoncé, mercredi dernier, avoir nommé Gwen Mwaba, de nationalité zambienne, au poste de directeur de Trade Finance. Elle prend le relais de Kanayo Awani, qui a récemment été nommé DG d'Initiative commerce intra-africain. Jusque-là directeur régional pour l'Afrique occidentale anglophone en charge d'Abuja Branch Office d'Afreximbank, Gwen Mwaba, nouveau directeur, a rejoint Afreximbank, provenant de Standard Bank Plc.

INTERVIEW EVE BAZAIBA MASUDI

La RDC, à la croisée des chemins

À la tête du Mouvement de libération du Congo (MLC), parti créé par Jean-Pierre Bemba, une des figures de l'opposition congolaise, la députée Eve Bazaiba milite pour le respect des délais fixés par la Constitution. Celle que ses partisans surnomment la Jeanne d'Arc congolaise affirme qu'il n'y aura « pas un seul jour de plus pour Kabila à la fin de son mandat ». Entretien.



Eve Bazaiba Masudi, SG du MLC

Les Afriques : À 7 mois, jour pour jour, de la fin du mandat constitutionnel du président Kabila, peut-on dire que la RDC est à la croisée des chemins ?

Eve Bazaiba Masudi : Oui, c'est aux Congolais de choisir la meilleure voie à suivre. Pour le Mouvement de libération du Congo, l'unique voie, celle de la raison, c'est le strict respect de la Constitution, spécialement ses articles 70 et 73. La tenue de l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel constitue un atout majeur pour donner à la RDC une véritable place dans le concert des nations civilisées.

Pour votre information, et conformément à la Constitution de notre pays, les préoccupations majeures

qui président à l'organisation et au fonctionnement des institutions sont les suivantes : assurer le fonctionnement harmonieux des institutions de l'État, éviter les conflits, instaurer un État de droit, contrer toute tentative de dérive dictatoriale, garantir la bonne gouvernance, lutter contre l'impunité, assurer l'alternance démocratique. C'est pourquoi non seulement le mandat du président de la République n'est renouvelable qu'une seule fois, mais aussi il exerce ses prérogatives de garant de la Constitution, de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale, du respect des accords et traités internationaux ainsi que celles de régulateur et d'ar-

bitre du fonctionnement normal des institutions de la République avec l'implication du gouvernement sous le contrôle du Parlement. La tenue des élections, dans les délais reste la seule voie qui nous éviterait à sombrer dans le chaos, revenir sur la problématique de l'illégitimité et les contestations des institutions et de leurs animateurs.

LA : Le président Kabila envisage la tenue d'un dialogue national, il avait d'ailleurs soumis en son temps 4 noms de personnalités aux Nations unies pour mener la facilitation, c'est le Togolais Edem Kodjo qui a été désigné. L'aviez-vous déjà rencontré ?

E.B.M. : Ce n'est pas normal dans un pays qui n'a aucune crise, si ce n'est celle artificiellement créée par le président Joseph Kabila, qui ne veut pas intérioriser qu'il est à son deuxième et dernier mandat. Le jour où il prendra conscience que son mandat expire le 19 de décembre 2016 et qu'il doit mettre à la disposition de la Ceni des moyens pour qu'elle convoque les scrutins pour l'élection présidentielle au plus tard le 20 septembre prochain, la majorité n'aura plus besoin du fameux dialogue. Il convoque le dialogue parce qu'il veut s'éterniser au pouvoir. Le MLC ne peut pas cautionner ce genre de manœuvres dilatoires et inconstitutionnelles. Le jour où nous avons rencontré dans l'informel Eden Kodjo, c'est cette position que le MLC lui avait présentée. Nous nous imaginons très mal que le président américain Barack Obama ou le président français François Hollande demandent à

La tenue des élections, dans les délais reste la seule voie qui nous éviterait à sombrer dans le chaos.

leurs populations respectives de se retrouver autour d'un quelconque dialogue avant les élections de leurs successeurs, alors qu'il y a un cadre juridique déjà tracé pour ce faire.

LA : À la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui consacre le glissement, les plateformes de l'opposition ont organisé une marche de protestation. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le déroulement de cette marche? Est-ce une réussite ?

E.B.M. : Cette marche a été une réussite même si tous les objectifs n'ont pas été atteints. Il était question pour nous au final de déposer un mémorandum auprès du Premier ministre, étant donné que, conformément à l'article 76 de la Constitution, c'est au gouvernement qu'incombe la responsabilité de saisir la Cour constitutionnelle pour que celle-ci constate la vacance du pouvoir au sommet de l'État. Ceci dans l'hypothèse de la non-organisation de l'élection présidentielle. Il ne sera pas question d'accorder une prime de prolongation de mandat du président Kabila après avoir failli à sa mission d'observer et de faire observer la Constitution.

Rappelons que cette marche a réuni plus de cent mille personnes, militants et sympathisants de plusieurs

partis politiques, notamment ceux qui promeuvent le respect de la Constitution et dénoncent les massacres à l'est du pays.

LA : Quel est le but final que vous vouliez atteindre, à travers la marche ?

E.B.M. : Ladite marche avait pour objectifs le respect de la Constitution en exigeant au gouvernement de doter la Commission électorale des moyens conséquents, en vue de la tenue de l'élection présidentielle dans le délai prévu par la Constitution, et aussi la sécurisation de la population congolaise, spécialement celle de Beni, à l'Est du pays, victimes des tueries d'une gravité sans précédent. Le silence de notre gouvernement inquiète beaucoup et est même coupable.

LA : Au regard de plusieurs images qui circulent, on a fait état d'échauffourées entre les manifestants et la police. Vous-même d'ailleurs avez reçu un projectile qui vous a blessé. Qu'est-ce qui s'est réellement passé ?

E.B.M. : Je traverse présentement une situation dramatique, car j'ai été personnellement victime de répression policière, le jeudi 26 mai 2016, lors de cette marche. La police a tiré sur moi à bout portant et à balles

J'ai été personnellement victime de répression policière.

Maintien du niveau des importations angolaises

José Pedro de Morais, gouverneur de la Banque nationale d'Angola (BNA), a récemment déclaré à Luanda que malgré la crise économique, le pays allait avoir, cette année, un niveau d'importations semblable à celui de 2012. Il a tenu ces propos, répondant aux préoccupations des députés de la Vème Commission spécialisée du Parlement, à la rencontre avec la Commission économique du Conseil des ministres et les gestionnaires des banques commerciales. Il a alors ajouté qu'il n'y a pas probabilité de manque de devises pour importer des médicaments. De son côté, Abraão Gourgel, ministre angolais de l'Économie, a affirmé que les programmes visant l'accélération de la diversification de l'économie pour appuyer l'entrepreneuriat et la relance de l'activité privée allaient se poursuivre.

CEN-SAD : 27 pays décident de renforcer leur coopération antiterroriste

À l'issue d'une rencontre historique qui s'est déroulée dernièrement à Charm El Cheikh en Égypte, les ministres de la Défense de 27 pays de la communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAAD) ont convenu de renforcer davantage la coopération en matière de lutte antiterroriste. La résolution sera d'ailleurs présentée aux chefs d'État de la CEN-SAAD. Elle met l'accent sur un partage de renseignements et l'établissement de patrouilles conjointes aux frontières. Il a été aussi retenu l'idée de la construction d'un centre antiterroriste basé au Caire selon le ministre égyptien de la Défense, Sedki Sobhi. Les pays de la CEN-SAAD sont durement touchés par les menaces terroristes. Les violences des jihadistes ont tué des milliers de personnes dans cette région et ont même pris le contrôle de secteurs dans certains pays comme en Libye.

La grogne...





Eve Bazaiba Masudi

réelles, sous une pluie de gaz lacrymogènes, et pourtant la marche a été dûment autorisée, bien que nous soyons constitutionnellement sous le régime d'information. Lorsque l'un des policiers m'a braqué l'arme, j'ai eu la vie sauve grâce à Dieu et avec l'aide des militants qui ont eu le réflexe de me projeter à terre, mais malheureusement une balle m'a atteinte au niveau du mollet de la jambe gauche. Heureusement, l'os n'a pas été touché. La cicatrisation évolue tout doucement et j'espère abandonner la béquille bientôt.

LA : Le porte-parole de la police soutient de son côté que les heurts ont été l'œuvre de vos militants qui n'ont pas voulu respecter l'itinéraire tracé par le gouvernement provincial...

E.B.M. : Comme chef du parti, moi et les militants étions sur l'itinéraire imposé par le gouverneur, bien que non convenu lors de la séance de travail. Lorsque les policiers ont tiré sur moi, j'étais à quelques mètres du point de chute fixé par le gouverneur, le terrain de football situé à côté de l'Hôpital général, ex-Mama Yemo, et le gouverneur avait promis des bus pour prendre une délégation

des cadres et leaders des partis politiques, en vue de les amener à la primature pour déposer le mémorandum. Cette convention a eu lieu en présence de l'inspecteur provincial de la police, y compris les partenaires de la Monusco. C'est un mensonge de dire que moi et les militants n'avions pas respecté l'itinéraire. J'ai reçu la balle sur l'avenue des Huileries et nous avons essuyé les coups des gaz lacrymogènes et les policiers ont réprimé sévèrement les manifestants.

Ce qui reste vrai c'est que plus nous approchons vers la fin du deuxième et dernier mandat du président Kabila, plus la tension politique monte. Dieu Seul en connaît l'issue.

LA : Prendrez-vous part à une quelconque concertation avec le pouvoir ?

E.B.M. : Il y a aujourd'hui un cadre de concertation dite tripartite Ceni-majorité -opposition, mis en place par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), pour nous permettre d'harmoniser nos divergences de vues. Nous sommes prêts à échanger avec le pouvoir dans ce cadre, car exclusivement lié au bon déroulement du processus

Afrique de l'Ouest : Le secteur primaire fournit 15% des recettes d'exportations

L'économie des pays ouest-africains repose en très grande partie sur le secteur agricole. Selon le représentant régional d'Usaid/Trade Hub, Jeff Povolny, l'agriculture contribue pour plus de 36% dans la formation du PIB des pays de l'espace Uemoa et participe à hauteur de 15% aux recettes d'exportations. Mais le commerce régional des produits agricoles reste confronté à d'énormes défis qui concernent notamment la persistance des entraves aux échanges régionaux, le non-respect de certaines dispositions réglementaires et surtout le peu de professionnalisme noté dans les transactions des produits céréaliers. Le président du Réseau ouest-africain des céréaliers, Sanou Soumaila, a pour sa part rappelé l'urgence de partager les expériences et les bonnes pratiques qui permettront de développer des relations d'affaires gagnant-gagnant en vue d'un véritable essor du commerce inter-régional en Afrique de l'Ouest.

Lutte contre le terrorisme en Côte d'Ivoire : Soutien du Conseil de sécurité de l'ONU

Dans la lutte contre le terrorisme, le Conseil de sécurité des Nations unies veut aider de façon significative les autorités ivoiriennes. Jean-Paul Laborde, directeur du Conseil de sécurité de l'ONU, vient de le préciser suite à une rencontre avec Daniel Kablan Duncan, chef du gouvernement ivoirien. Ce serait une réaction « appropriée » des forces de défense et de sécurité ivoiriennes, lors de l'attentat de Grand-Bassam survenu le 13 mars 2016. Ce responsable a salué les efforts des autorités qui ont décidé de consacrer 80 milliards de f CFA pour prévenir les attaques terroristes dans le pays.

Il y a aujourd'hui un cadre de concertation dite tripartite pour nous permettre d'harmoniser nos divergences.

électoral. Nous ne participerons pas à un dialogue à la congolaise dont l'objectif a toujours été le partage du gâteau. C'est un système antidémocratique et nous devons privilégier les élections, car elles permettent au peuple de choisir librement ses dirigeants. Fini des arrangements pour accéder au pouvoir.

LA : Un nouveau bureau de la Ceni a été mis en place récemment. N'est-ce pas la voie tracée pour l'organisation des futures échéances électorales ?

E.B.M. : Ce nouveau bureau est inféodé par le pouvoir. Comment peut-il organiser les élections futures si le gouvernement ne met pas à sa disposition des moyens? Aujourd'hui, la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale a fait un rapport selon lequel la primature à elle seule a connu un dépassement budgétaire de plus de 350%. D'où vient cet argent que le Premier ministre dépense jusqu'à dépasser son budget? En même temps, il prétend n'avoir pas assez d'argent pour organiser les élections...

LA : Quelle lecture faites-vous de la situation économique et sociale de la RDC à 7 mois de la fin du mandat de Joseph Kabila ?

E.B.M. : La situation économique et sociale de la RDC est chaotique. Elle est caractérisée par la mauvaise gestion, la corruption et les détournements de deniers publics. Aujourd'hui, il y a des militaires et des policiers qui sont sous-payés et accusent plusieurs mois de retard de leurs soldes, comment peuvent-ils sécuriser les populations de Beni et d'ailleurs ? Ces fonctionnaires impayés notamment les médecins, les enseignants et autres, alors que la primature pêche par des dépassements budgétaires, peuvent-ils résister à la corruption? La stabilisation du cadre macro-économique est devenue ces jours un slogan pour le Premier ministre pendant que le panier de la ménagère est en souffrance. Les parents ne savent pas payer les frais scolaires de leurs enfants, d'où un nombre important d'enfants de la rue. La dépravation des mœurs bat son plein. La criminalité est grandissante dans tous les centres urbains suite au manque d'emploi et l'oisiveté. C'est ça la vraie situation économique et sociale de la RDC.

LA : Quel est le véritable enjeu en ce moment en RDC ?

E.B.M. : Le véritable enjeu aujourd'hui en RDC c'est les élections.

Manifestations de l'opposition



Côte d'Ivoire : Le CNC contre une révision de la Constitution

Martial Ahiyeud, président de la Coalition nationale pour le changement (CNC), trouve inappropriée la procédure utilisée par Alassane Ouattara, chef d'Etat ivoirien, dans le cadre de la révision de Constitution. De son avis, les règles exigent que le gouvernement saisisse un comité d'experts, fasse un projet puis le dépose au Parlement.

IDE 2015 : L'Égypte tire son épingle du jeu

L'Égypte, avec un total de 14,5 milliards de \$ captés en 2015, figure en tête dans la zone Moyen-Orient & Afrique en termes d'IDE. Pourtant, ce chiffre a baissé par rapport à la situation de l'Égypte en 2014. Arrivent ensuite le Nigéria et le Maroc qui ont capté, respectivement, 8,8 milliards et 4,6 milliards de \$. Au Maroc, ce sont 71 nouveaux projets qui ont été dénombrés. À noter qu'en Afrique francophone, la Côte d'Ivoire vient en 3ème place du classement, avec 3,5 milliards de \$ d'IDE.

Visite officielle du président indien en Côte d'Ivoire

Pranab Mukherjee, président de la République de l'Inde, en visite officielle de 48 heures en Côte d'Ivoire à compter du mardi 14 juin, suite à l'invitation de son homologue ivoirien Alassane Ouattara, a insisté sur la dynamisation des échanges. Ce chef de l'Etat qui a d'abord été successivement ministre des Finances, puis chef de la diplomatie indienne avant d'occuper le poste de ministre de la Défense, était accompagné d'une importante délégation dont des opérateurs économiques



C'est l'alternance qui est l'oxygène de la démocratie. La fin du mandat du président Joseph Kabila devra permettre aux Congolais de choisir un nouveau leader.

LA : Vous êtes à la tête du MLC, parti fondé par Jean-Pierre Bemba. L'espoir de le voir revenir libre en RDC semble s'éloigner eu égard au dernier réquisitoire de la procureure de la CPI à son encontre ?

E.B.M. : Dans ce procès, la CPI a reconnu que la guerre en Centrafrique avait opposé deux belligérants, dont Patasse et Bozize, et que chaque partie avait ses alliés. Ce qui inquiète beaucoup d'observateurs, c'est que personne de ces principaux protagonistes n'a été interpellé par la CPI, même pas à titre d'information. La politisation de la CPI lui fait perdre toute crédibilité auprès de plusieurs États africains et même dans le monde. L'espoir de revoir le sénateur Jean-Pierre Bemba libre n'est pas encore perdu. Pendant huit ans, il est victime d'une justice sélective et discriminatoire. Nous disons, ça suffit, car sa famille biologique et politique a besoin de sa présence.

LA : Il y a une dispute de leadership pour la direction du MLC entre vous et votre ancien camarade le vice-Premier ministre Thomas Louaka. Qui dirige réellement le MLC ?

E.B.M. : Il n'y a pas de dispute de leadership au sein du MLC. La seule personne qui dirige le MLC en l'absence du sénateur Jean-Pierre Bemba est Eve Bazaiba Masudi, secrétaire générale, présidente de la Commission socioculturelle de l'Assemblée, membre du Conseil d'administration du Réseau parlementaire pour la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et présidente de la Ligue des femmes congolaises pour les élections.

LA : À l'initiative de l'UDPS, les plateformes de l'opposition se sont réunies en conclave à Bruxelles autour de Tshisekedi. Qu'est-ce qui explique l'absence de votre parti, le MLC ?

E.B.M. : Notre parti avait émis des réserves par rapport à certaines considérations. Par principe, nous sommes pour l'unité d'action de l'opposition. Une telle réunion aurait pu se tenir en RDC pour permettre une large participation. Le sponsor demeure un mythe, la fina-

Pour des élections transparentes

lité d'un accord politique pour déroger à la Constitution n'est pas acceptable. Nous tenons à l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel et l'application de la Résolution 2277.

LA : Enfin, quel message avez-vous à lancer à l'endroit du peuple congolais et du reste du monde ?

E.B.M. : Le peuple congolais a rendez-vous avec l'Histoire en cette année 2016. Nous devons en profiter, car un jour, on nous demandera quel héritage avons-nous laissé à nos enfants. Cet appel est fait à l'endroit de tous les compatriotes épris de l'amour de la patrie. J'en appelle au président de la République, s'il s'aime, et aime la RDC et sa population, il doit intérioriser qu'il est à son deuxième et dernier mandat. Il y a une vie après de la présidence de la République. La Constitution fera de lui sénateur à vie. Il ne s'agit pas d'une retraite, la présidence de la République est une fonction soumise à un mandat. Au peuple congolais, ne jamais trahir son pays. Avec Dieu, nous vaincrons.

Propos recueillis par
Rodrigue Fénelon Massala,
Kinshasa

Le peuple congolais a rendez-vous avec l'Histoire en cette année 2016.

NIGER

Attaques tragiques de Boko Haram à Bosso

Les attaques de Boko Haram ont fait un bilan très lourd dans les rangs de l'armée mixte régionale, dont 30 soldats nigériens et 2 soldats nigérians tués. Une soixante de militaires nigériens et nigérians blessés sont aux urgences hospitalières.



Les groupuscules de Boko Haram ont attaqué samedi dernier des positions de l'armée nigérienne et nigérienne postées dans la localité de Bosso. La puissance de feu de l'artillerie djihadiste a engendré un lourd bilan avec plus d'une trentaine de soldats tués. Après avoir repoussé les forces nigérienne et nigérienne qui campaient sur les berges de la bourgade de Bosso, aux encablures du Lac Tchad, les éléments de Boko Haram ont mis à sac la localité pendant plusieurs heures avant l'arrivée des renforts de la force mixte régionale. Selon le porte parole du Haut commissariat pour les Réfugiés (HCR), les miliciens de Boko Haram étaient à la recherche de vivres et de munitions

pour planifier d'autres attaques. Depuis ce dimanche, les forces militaires nigériennes ont repris le contrôle de la localité de Bosso au Niger dans la région du lac Tchad. Des milliers de déplacés et de réfugiés se sont installés à Yébi depuis mi 2015 pour fuir les attaques de Boko Haram dans la région. Ces attaques interviennent au moment où le président nigérien, Issoufou Mahamadou effectue depuis samedi un déplacement au Sénégal pour participer au sommet de la Cedeao. Aux dernières nouvelles, toute une unité de l'armée tchadienne a fait mouvement en direction de cette région du Niger, en réponse à l'appel du président Issoufou

Ismael Aidara, Niamey

Des soldats nigériens après la reprise de Bosso

Les éléments de Boko Haram ont mis à sac la localité pendant plusieurs heures avant l'arrivée des renforts de la force mixte régionale.

L'Afrique dispose enfin d'un centre de veille et d'intelligence économique

C'est la fin d'une longue traversée du désert pour le continent. L'Afrique vient de se doter d'un Centre de veille et d'intelligence économique (Cavie) dirigé par l'économiste de renom Guy Gweth. Le centre est ainsi le fruit d'une coopération entre Camerounais, Algériens, Burundais, Djiboutiens et Congolais. Le Cavie a pour principale vocation de rassembler, former, labéliser et représenter les experts en économie et en stratégies issus du continent. Il s'agit d'une ONG à but non lucratif dont le siège social est basé à Yaoundé. Ce premier centre africain de veille et d'intelligence économique va promouvoir les bonnes pratiques en la matière pour davantage ancrer leurs préoccupations dans la compétitivité de la région. Le centre va aussi sensibiliser les pouvoirs publics, les entreprises et le monde éducatif africains aux enjeux de la veille et de l'intelligence économique.

Réduction des effectifs de l'Onuci



La réduction des effectifs de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), en application de la Résolution 2284, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 28 avril dernier, est pour bientôt. En effet, l'Onuci annonce le début de la réduction de son effectif à partir du 31 août 2016.

Banques 2016

Offensives Croisées au sud du Sahara

Les banques sont attirées par le potentiel de croissance du marché africain, au Sud du Sahara, où elles sont de plus en plus nombreuses. Les banques étrangères doivent faire face à la concurrence de grands groupes locaux et nord africains. Elles rivalisent d'ingéniosité pour se positionner sur ce marché assez étroit.

Le secteur est véritablement en effervescence, plusieurs rencontres sont organisées régulièrement sur le continent, permettant aux différents acteurs d'échanger, d'harmoniser leur position et de nouer des partenariats.

Dans un contexte de forte demande, les Etats d'Afrique subsaharienne font fi de l'indépendance financière (à tort ou à raison) et octroient des licences et autres agréments à tour de bras, sous prétexte de relever le faible taux de bancarisation qui atteint rarement les 10% sur le continent. Aux côtés des banques occidentales, les maghrébines, les anglophones d'Afriques ont une présence remarquable et ancienne dans la sous-région. La Banque populaire comptait déjà une filiale en Guinée et en RCA, depuis le début des années 60. Plusieurs banques anglophones, notamment la GTB, la Mauritius Commercial Bank, Sanchart, la Commercial International Bank, la CRDB Bank sont présent depuis belles lurettes. A côté, des banques locales subsahariennes, telles que BGFI Bank, Coris Bank, BHS, on trouve des banques maghrébines dont Attijari wafa banque ou BMCE Banque of Africa. Tous sont en train de massifier leurs réseaux respectifs in situ ou dans la sous-région. Un mouvement, un dynamisme à l'origine de nombreuses acquisitions et fusions ou des implantations en opérations Greenfield, pour investir tous les segments bancaires. L'expansion concerne aussi les mutuelles et les sociétés de financement. Le dynamisme est là, mais a-t-il enrayeré pour autant le coût du crédit ou relevé le taux de bancarisation ? Aussi, la multiplicité des banques, profitant des importants gisements de croissance, va de même nous amener à nous interroger sur l'atomicité du secteur. Aujourd'hui, les banques rivalisent d'in-

clusion financière, à côté les fusions-acquisitions réalisées ou à venir pour atteindre une certaine taille critique, nous avons relevé des cas de faillites.

Le secteur est véritablement en effervescence, plusieurs rencontres sont organisées régulièrement sur le continent, permettant aux différents acteurs d'échanger, d'harmoniser leur position et de nouer des partenariats. Parmi ces manifestations, l'Africa Banking Forum, qui s'est déroulé du 31 mai au 1er juin 2016 à Dakar, et qui a porté sur le «Dynamique bancaire africaine, catalyseur de l'émergence économique».

Par ailleurs, nous avons largement abordé le phénomène du MBanking qui a le vent en poupe au Nigéria, au Kenya, en Ouganda, au Ghana, au Sénégal, au Mali, en Guinée... Le volet de la banque au bout du téléphone portable qui pose, relativement à la distribution, une sérieuse problématique face aux réseaux d'agences classiques, plus onéreux mais mieux sécurisés, a aussi été ausculté. Autre phénomène décelé dans le secteur bancaire est la dynamique poussée des banques islamiques qui commencent à avoir pignon sur rue. Elles proposent parfois une alternative attendue par des populations aux services et produits de la banque conventionnelle. Sur cette lancée, les banques de développement et d'investissement (BAD, BNDE, Fieldstone, Rand Merchant Bank, SFI, Standard Bank, Barclays, BMCE Bank of Africa, Attijariwafa bank, Citigroup...) qui proposent de plus en plus des financements pour les infrastructures ont été scrutées.

Maimouna DIA



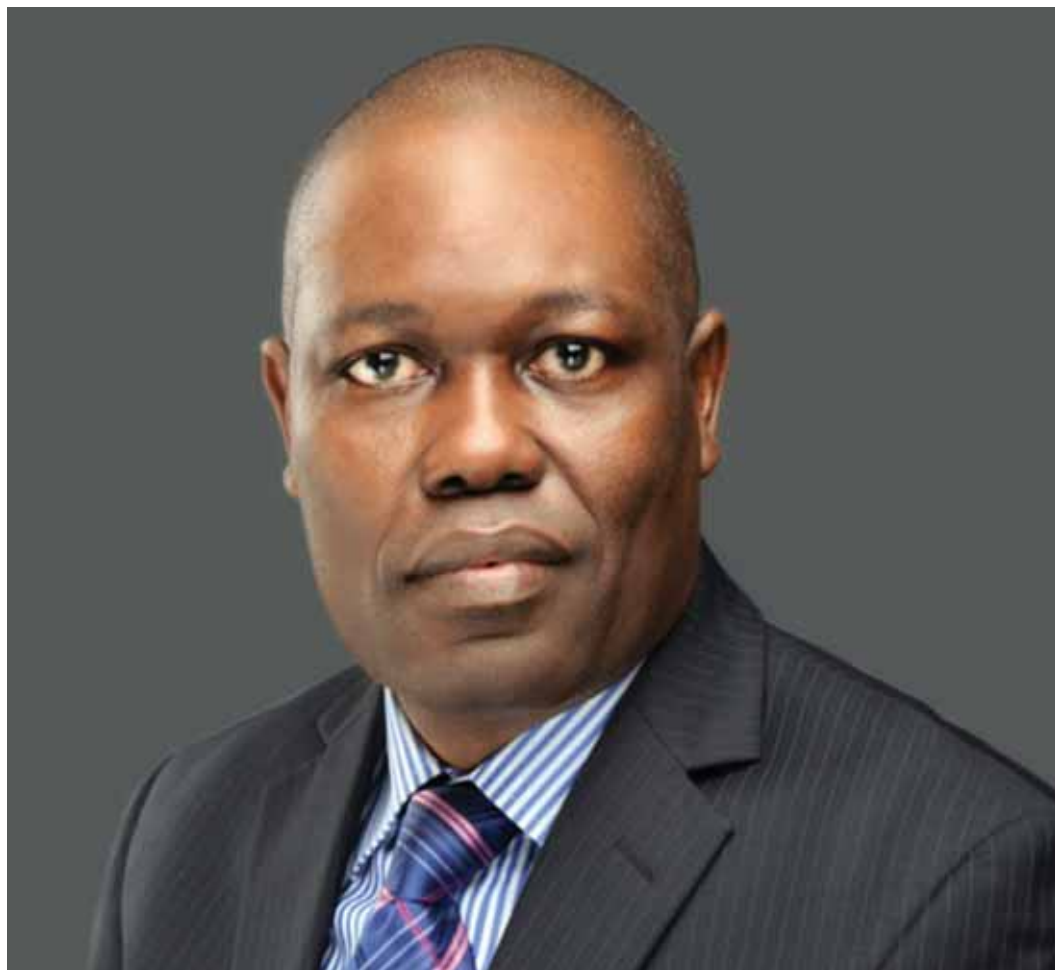
البنك الشعبي
BANQUE POPULAIRE



Togo Ecobank vante son modèle aux investisseurs

Ade Ayeyemi, directeur général du groupe Ecobank, et Laurence do Rego, directrice exécutive du groupe pour la banque commerciale, vont présenter aux investisseurs les instruments financiers de l'institution sur les 3 Bourses respectives d'Abidjan, du Ghana et du Nigéria, où celle-ci est cotée.

Ade Ayeyemi, DG Ecobank



Une plateforme, dédiée aux entreprises spécialisées dans le trading et l'investissement.

Ecobank ne cesse de tirer vers le haut le système financier africain. Deux hauts responsables de l'institution vont présenter au cours d'une plateforme, dédiée aux entreprises spécialisées dans le trading et l'investissement et mise en place par les Bourses sous-régionales, afin de leur permettre de décliner les chiffres phares de l'institution. Pour rappel, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) est la maison-mère du groupe Ecobank,

principal groupe bancaire régional indépendant panafricain. Il s'agit d'un groupe qui est présent dans 36 pays africains. De même, il est représenté en France, par le biais de sa filiale EBI S.A. à Paris. En outre, ETI a des bureaux de représentation à Dubaï aux Émirats arabes unis, à Londres au Royaume-Uni et à Pékin en Chine. Il emploie plus de 20 000 personnes, ressortissants de 40 pays, dans plus de 1 200 agences et bureaux.

Ismael Aidara, Lomé

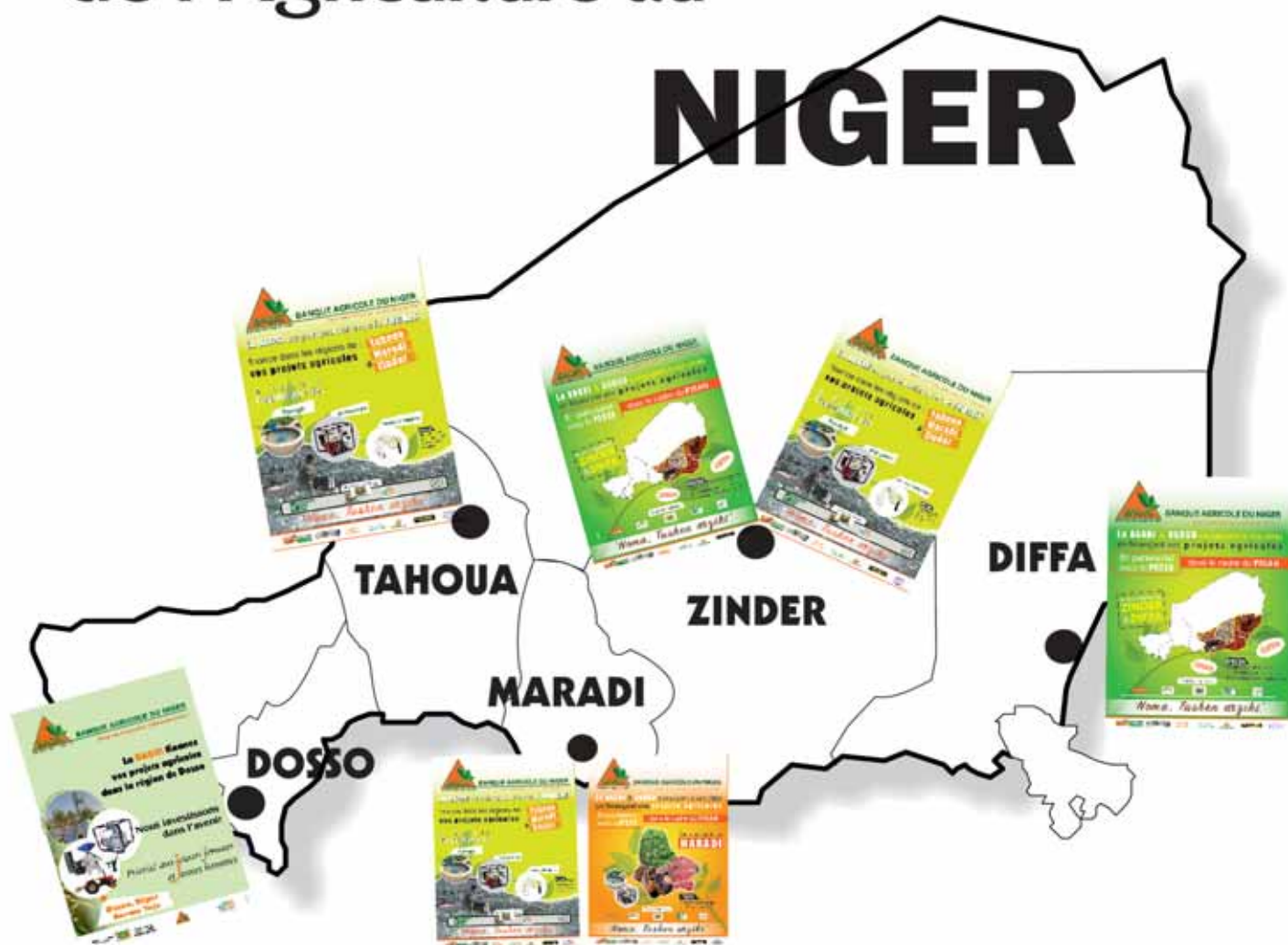


BANQUE AGRICOLE DU NIGER

Nous oeuvrons pour votre autonomie !

Une référence dans le financement de l'Agriculture au

NIGER



« Noma tushen arziki »



SMS
BANKING

VOCAL
BANKING



WESTERN
UNION



GIM-UEMOA Un réseau prometteur au service de l'inclusion financière africaine

Blaise Ahouantché, DG de GIM-UEMOA, relate la densité du réseau avec 112 banques. Il a aussi évoqué les nombreuses réalisations de l'organisme en 13 ans d'existence et les défis qu'il doit relever dans les prochaines années. Ahouantché a aussi exhorté la Cedeao à prendre le lead pour permettre au réseau GIM-UEMOA d'élargir sa couverture.

Les *Afriques* : Quelle est aujourd'hui la densité du réseau GIM-UEMOA ?

Blaise Ahouantché : Le réseau GIM-UEMOA est aujourd'hui fort de 112 banques qui sont dans l'écosystème de GIM. Ce sont des banques qui sont dans la zone Uemoa. Nous sommes un chantier initié par la Bceao. Nous gérons l'interopérabilité et la compensation des opérations financières électroniques. Nous avons commencé par les opérations de cartes bancaires. Mais toutes les opérations qui transitent par notre plateforme sont compensées par le GIM et réglées sur les comptes des banques au niveau de la Bceao. C'est un réseau qui a interconnecté plus de 5 000 points de services. Ce sont 3 500 guichets et 2 500 terminaux de paiement interconnectés. Nous avons des infrastructures commerciales, comme tout ce qui est plate-forme e-Commerce. Une vingtaine de sites marchands sont connectés au GIM. Notre mission première est de s'adresser d'abord aux acteurs de la zone Uemoa. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que nous avons plus de 4 000 000 de cartes qui circulent sur notre réseau. Plus de 80% sont des cartes bancaires domestiques, permettant aux clients de faire des transactions dans la zone. 20% des cartes sont internationales. Elles sont co-marquées GIM-UEMOA et GIM-MasterCard et utilisables partout dans le monde.

LA : Le réseau GIM est surtout implanté dans la zone Uemoa. Avez-vous des projets d'extension de votre champ d'intervention à d'autres régions du continent, notamment en Afrique centrale et du Nord ?

B.A. : C'est vrai que le GIM est implanté dans les 8 pays de l'Afrique de l'Ouest parce que nous sommes une émanation de la Bceao, mais l'objectif de notre création a été d'interconnecter les systèmes des banques, pour permettre aux clients détenteurs des cartes de ces banques de faire des transactions en payant moins, au niveau de leur banque et des réseaux de banques grâce au réseau GIM-UEMOA. C'est un objectif atteint, car aujourd'hui toutes les banques sont interconnectées au réseau GIM dans la zone Uemoa. Comme nous avons atteint ce premier objectif et étant conscients que nous sommes dans un monde de plus en plus globalisé, mondialisé, nous avons compris que les banques qui sont dans notre zone sont également en Afrique du Nord en Afrique centrale. Aujourd'hui, vous trouvez Ecobank au niveau de l'Uemoa, également en Afrique centrale, au Cameroun et dans d'autres régions. C'est pourquoi nous avons tout de suite réfléchi sur la nécessité pour le GIM de revoir sa stratégie afin que nous ayons une offre de services plus ouverte. Tout en restant sur le périmètre de l'Uemoa, permettre que notre système soit plus ouvert et je pense qu'il y a des réflexions en cours pour voir dans quelles mesures nous

Nous avons plus de 4 000 000 de cartes qui circulent sur notre réseau.

Bio-express

Blaise Ahouantché est directeur général du GIM-UEMOA. Il est ingénieur polytechnicien, titulaire d'un MBA Paris Dauphine et d'un 3^{ème} cycle en Gestion obtenu à Paris XII, France. Il dirige le GIM-UEMOA depuis 13 ans et compte plus de 20 années d'expériences dans les métiers de la finance, de la banque et du management de projets. Avant d'être porté à la direction générale du GIM-UEMOA, il fût successivement pendant plus de huit ans, responsable Projets bancaires et financiers au Crédit

Agricole et directeur de Projets à la Caisse de Dépôts et Consignations en France. A la tête du GIM-UEMOA, il a eu à conduire plusieurs chantiers stratégiques dont la mise en place de la plate-forme interbancaire et la réforme institutionnelle de la monétique régionale qui a vu la participation d'une centaine de banques de la zone Uemoa ainsi que la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest. Ahouantché est également membre du conseil d'administration de plusieurs institutions.

Instaurer un dialogue entre les banques centrales pour définir la réglementation, la gestion des litiges.

pourrions nous connecter à l'Afrique centrale, à l'Afrique du Nord... afin que celui qui a sa carte en Afrique du Nord puissent faire sa transaction dans la zone et que celui qui a une carte de la zone Uemoa soit en mesure de faire pareil, au Maroc, en Tunisie... La réflexion est en cours et va au-delà des aspects techniques. Il y a une dimension réglementaire juridique et légale que nous sommes en train de regarder. Une fois que tout est mis sur table avec les banques centrales, on pourra passer à cette étape. Aujourd'hui avec une carte GIM, et en tant que client de la BAO, il est possible de faire des transactions chez Coris Bank, sans être son client. Cette dernière prend des risques en délivrant de l'argent. C'est parce que le GIM a mis en place un dispositif juridique et réglementaire qui permet de garantir les transactions effectuées par les clients sur les infrastructures d'une autre banque qui n'est pas la leur. Dans la zone Uemoa, ce n'était pas un projet simple, bien que nous soyons dans une zone unique avec les mêmes réglementations. Imaginez que nous élargissons le projet au niveau de la Cedeao, de l'Afrique centrale... Il faudra que les autorités monétaires puissent s'accorder sur un certain nombre de règles et de normes afin que nous puissions mettre en place ce projet. Mais techniquement nous sommes prêts. Je voudrais ajouter que le GIM a deux offres : Celle que nous appelons d'interopérabilité, d'interbancaire et une chambre de compensation pour les banques de la zone Uemoa. A côté, nous avons développé une offre de processing. C'est du traitement pour le compte de tiers. Grâce à cette offre de processing, des banques peuvent bénéficier d'une offre mutualisée. A l'état actuel, le GIM peut, grâce à cette offre, accompagner des banques partout, que ce soit en Afrique centrale ou ailleurs. Dans ce sens, je peux donner le cas du groupe BSIC, la banque sahélo-sahélienne qui a fait appel à nous et aujourd'hui

Blaise Ahouantché, DG de GIM-UEMOA



nous traitons des transactions de BSIC Guinée Conakry sur notre plate-forme. Le groupe BSIC est dans plus de 14 pays et ils ont choisi le réseau GIM pour les accompagner sur ce type d'offre. Ainsi, nous pouvons avoir un projet plus intégré avec une dimension régionale, africaine et permettre aux citoyens africains de pouvoir faire des transactions avec leurs cartes partout où ils se trouvent.

LA : Quels peuvent être les principaux obstacles à l'extension du réseau GIM-UEMOA ?

B.A. : Si la volonté politique est là, a priori, il n'y a pas d'obstacles à l'extension du réseau. Techniquement, il n'y a pas d'obstacle. Nous avons pu le démontrer, il y a trois ans. Sur la demande de la Banque mondiale, nous avons pu connecter les systèmes bancaires du Nigéria et du Ghana au réseau GIM-UEMOA. Quand vous prenez le système de ces deux pays, en plus de celui de GIM qui est aujourd'hui le seul en Afrique qui regroupe 8 pays et qui compte un marché de 100 millions d'habitants, c'est un potentiel énorme.

La prochaine étape consiste à instaurer un dialogue entre les banques centrales pour définir la réglementation, la gestion des litiges. Une fois que c'est fait, cela va être un véritable projet fédérateur, intégrateur pour la Cedeao déjà, et demain, si nous nous connectons avec l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est et du Nord, nous allons avoir un projet à l'échelle africaine. C'est une vision macroscopique que nous avons et nous sommes en train de travailler avec les autorités pour que cette extension puisse être effective sur le plan juridique et réglementaire, étant donné que la faisabilité technique est déjà prouvée.

LA : L'idée est bonne. Alors qu'est-ce qui retarde sa mise en œuvre ?

B.A. : Vous savez, nous avons même proposé des comités, il y a trois ans. Mais il faut que quelqu'un prenne le lead sur ce projet. Nous avons voulu le faire, mais je sais qu'il faut surtout que ce soit la Cedeao qui prenne les devants sur ce type de question. Nous sommes à quelques années de la monnaie unique dans la zone Cedeao et il est important que ces questions soient réglées rapidement. Le chantier est annoncé, mais il faut une volonté et un leadership fort pour porter ces chantiers-là. Aujourd'hui, la Cedeao et les banques centrales doivent se dire que nous avons envie de nous intégrer par le systèmes des moyens de paiement. C'est de cette manière que nous allons faciliter les échanges entre pays.

LA : Avec l'évolution du secteur bancaire, de nouvelles perspectives de partenariats s'ouvrent entre les membres de GIM-UEMOA et plusieurs secteurs d'activités (les télécoms, les professionnels des TIC, les établissements de paiement...). Quels sont les avantages et les inconvénients de cette effervescence et transformation ?

Abidjan,
capitale économique
de la Côte d'Ivoire



B.A. : Aujourd'hui, la frontière entre le monde bancaire et le monde du paiement se rétrécit d'année en année grâce aux TIC. Avec les technologies, il n'y a plus de frontières. C'est un monde ouvert. Cela amène à réfléchir sur l'évolution du secteur bancaire, des offres de service et comment les nouveaux acteurs pourront intégrer l'écosystème du GIM-UEMOA. Aujourd'hui, nous travaillons sur la manière de s'ouvrir à ces acteurs. On parle actuellement de mobile banking et surtout mobile money. Ce dernier permet au client d'envoyer et de recevoir de l'argent, de payer ses factures. La Bceao a mis en place des agréments d'établissements de monnaie électronique, qui permettent à des opérateurs télécom d'effectuer des transactions. C'est le cas d'Orange qui a eu trois agréments au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Mali, qui vont rentrer dans l'écosystème du GIM, parce qu'ils sont sous l'autorité de la banque centrale. Cette complémentarité peut apporter un nouveau dynamisme dans le système de paiement. Le GIM entend jouer un rôle important dans cette mutation. Mais, il faut un véritable travail d'éducation, de sensibilisation, sinon pour éviter une dualité entre le monde des télécommunications et celui des banques, alors ils doivent coopérer au bénéfice des consommateurs. Ensuite, il faut que les deux autorités de régulation puissent communiquer, échanger et travailler ensemble, pour proposer une co-régulation. Grâce au réseau GIM, les nouveaux acteurs pourrons bénéficier d'une meilleure gestion de la liquidité. C'est pourquoi il est essentiel que tous les acteurs qui tournent autour du paiement puissent se mettre autour d'une table, pour réussir le défi de l'inclusion financière.

LA : Quelles sont les dispositions prises par GIM pour étendre sa zone de couverture, faire face aux mutations du secteur bancaire et améliorer la sécurité des transactions ?

B.A. : Nous avons essayé de proposer une méthodologie qui consistait à faire une démarche prospective. En 2013, nous avons réuni tous les acteurs des banques dans une rencontre à Marrakech, pour décider du futur du GIM-UEMOA. Pour ce faire, nous avons fait un état des lieux sur toutes les dimensions. Cela nous a permis de montrer les mutations, les changements, les ruptures, pour essayer de proposer un futur possible pour GIM-UEMOA. Cela a permis de déboucher sur une vision probable du GIM-UEMOA. Nous avons voulu confirmer tout cela à travers une étude stratégique approfondie que nous préparons actuellement. Ces éléments nous permettront de tracer un chemin pour le GIM. Et je pense que si les entreprises de nos pays procédaient de cette manière, on aura moins d'échecs pour nos structures. Plusieurs chantiers sont en cours, dont la mise en place d'une brigade anti-fraude, même si celle-ci est très rare dans la zone. Nous avons formé plus de 2 000 gendarmes, policiers et douaniers à la lutte anti-fraude dans les transactions. Nous avons aussi fait des recommandions pour que l'ensemble des acteurs du secteur puissent se conformer aux normes de sécurité pour éviter les fraudes. Ce qui fait que depuis 13 ans, le réseau GIM-UEMOA, n'a pas connu de fraudes. Ces dernières y sont extrêmement rares, contrairement à d'autres pays.

Propos recueillis par Maimouna DIA, Dakar

Pour éviter une dualité entre le monde des télécommunications et celui des banques, alors ils doivent coopérer au bénéfice des consommateurs.



A partir de
200€*
par chambre

MAZAGAN... VOTRE ADRESSE FARNIENTE POUR VOS VACANCES D'ÉTÉ

3 NUITS POUR LE PRIX DE 2... RÉSERVEZ AVANT LE 30 JUIN

OFFRE INCLUANT :

- Hébergement avec petit déjeuner et dîner pour 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans
- Accès gratuit aux clubs enfants : Baby Club, Kidz Club et Club Rush
- Activités de sports, loisirs et bien-être : Salle de vapeur, Tennis, Fitness, VTT...
- Accès gratuit au Nightclub
- Transferts aéroport : Navette gratuite avec horaires précis

*Offre soumise à conditions, valable pour un séjour minimum de 3 nuits.

PLAGE | RESTAURANTS ET BARS | CLUB ENFANTS | SPA & HAMMAM | GOLF SIGNÉ GARY PLAYER | SPORTS & LOISIRS | NIGHTCLUB

RÉSERVEZ VITE !



reservations@mazaganbeachresort.com
mazaganbeachresort.com
TEL: +212 5 2338 8080

Un resort, comme nulle part ailleurs.



MAZAGAN
BEACH & GOLF RESORT MOROCCO

Niger Bagri, une banque au service du développement agricole

En 2011, le gouvernement nigérien a décidé de créer une banque agricole, dénommée la Banque agricole du Niger (Bagri). Après cinq ans d'activité, la banque monte en puissance et se positionne comme le premier partenaire efficace et volontariste dans le financement de la lutte contre l'insécurité alimentaire au Niger.

Le financement de l'agriculture dans ce pays à majorité désertique est une véritable problématique pour les autorités. En dépit d'un environnement difficile du marché bancaire nigérien (10 banques commerciales) avec une population active estimée à 6 millions en 2015 pour un taux de bancarisation de 3%, la Bagri a su développer des stratégies appropriées qui lui ont permis de conquérir une part assez importante du marché (marché classique des banques) et se positionner comme le leader dans le financement du secteur agricole au Niger à travers son réseau d'agences (22 au total), le plus vaste du paysage. Au-delà d'être le premier pourvoyeur de ressources financières dans le financement de l'agriculture, la Bagri entretient également des relations étroites de partenariat avec tous les intervenants du secteur agrosylvopastoral, à savoir l'État à travers le ministère de l'Agriculture et celui de l'Élevage, les organisations paysannes, les H3N, les bailleurs de fonds, etc.

Confiance des partenaires et acteurs du marché

Deux ans après la mise sous administration provisoire de la banque, en juillet 2013 – qui s'est achevée le 31 mars 2014 –, la Bagri mérite de plus en plus la confiance des clients et des bailleurs de fonds bi et multilatéraux. En 2014, elle a signé une convention de partenariat avec la coopération luxembourgeoise au Niger (Lux Dev) pour la mise en œuvre d'une phase pilote de financement de la petite irrigation et de la transformation



Orabank



Chaque jour, ce sont plus de 1 500 personnes dans 12 pays qui sont à votre service pour vous proposer des produits bancaires et services financiers sur-mesure, et faire de vos projets une réussite.

des produits agricoles dans la région de Dosso à travers le projet Fonds d'appui régional de Dosso (FAR Dosso). La phase pilote étalée sur une année a été une grande réussite et une première dans cette région avec une enveloppe globale de 2 006 000 000 f CFA qui a permis l'accompagnement de 81 projets à travers la région. Le financement dans le cadre de ce partenariat passe par l'octroi d'une subvention de 85% du coût du projet, accordée par le partenaire à laquelle s'ajoute l'apport personnel du promoteur à hauteur de 15%, un apport financé pour la majorité par la Bagri

La Bagri mérite de plus en plus la confiance des clients et des bailleurs de fonds bi et multilatéraux.

sous forme de crédit. La banque engrange des succès, suite à plusieurs conventions signées avec des fonds de développement de grande facture, comme la Coopération luxembourgeoise, le Fonds danois et la Coopération suisse.

Partenariat gagnant-gagnant

La Bagri a aussi signé une convention, le 16 octobre 2015, avec l'institution de microfinance Asusu, qui prend le relais dans les localités où la Bagri n'est pas présente. Celle-ci est en cours d'exécution. Le schéma de financement dans le cadre du Pecea consiste en l'octroi d'une subvention de 40% du coût du projet, avec 10% d'apport personnel et un crédit de 50%.

Projet Papi, fer de lance de l'économie inclusive de la région de Maradi

La région de Maradi a pour sa part bénéficié du Programme d'appui à la petite irrigation (Papi), en collaboration avec la Coopération suisse qui vise le développement de la petite irrigation et de la pisciculture dans cette région. Le Papi dont le financement passe par l'octroi d'une subvention de 40% du coût du projet pour un crédit de 50% et un apport personnel de 10%. Cette première phase d'une enveloppe globale de 9 850 000 000 CHF (environ 6 Mrd de f CFA) est lancée pour 4 ans (2015-2018).

Le quatrième programme de cofinancement lancé par la Bagri en 2016 pour les régions de Tahoua, Maradi et Zinder, en collaboration avec le projet du Fonds de développement de l'agriculture (Fida) est le Programme de développement de l'agriculture familiale (Prodaf). Il est financé à hauteur de 103,6 milliards de f CFA.

Le schéma de financement prévoit 30 à 35% de subvention, un apport personnel de 10 % et un crédit accordé par la Bagri à hauteur de 60%. Les actions de renforcement des capacités opérationnelles de la Bagri ont été poursuivies. Elles ont particulièrement porté sur la formation du personnel et la dynamisation des activités des agences avec la prise en charge progressive du suivi et du recouvrement par celles-ci. De même, l'effort de stabilisation du système d'information a été poursuivi au cours de l'exercice.

Ismael Aidara, à Niamey

Engagés chaque jour à vous donner le sourire



Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net

Orabank, un partenaire à votre écoute

Banque Populaire Lancement de la 3^{ème} édition B to B in Africa avec Maroc Export

Banque Populaire et Maroc Export organisent, du 29 mai au 3 juin 2016, la 3^{ème} édition B to B in Africa. La mission d'affaires se déroulera en 3 étapes, à Abidjan en Côte d'Ivoire, à Libreville au Gabon et à Dakar au Sénégal, pour une nouvelle génération de partenariat.

Des contacts, tout azimuth



Après le succès de ses 2 premières éditions avec plus de 3000 rendez-vous B2B et des bons de commandes se chiffrant à plusieurs centaines de millions de dirhams, B to B in Africa s'apprête à entamer sa 3^{ème} tournée d'affaires en Afrique subsaharienne. Cette fois-ci, la série de rencontres sera placée sous le thème «Les écosystèmes industriels : vers une nouvelle génération de partenariat». A la différence des deux précédentes éditions qui ont porté sur l'accompagnement des entreprises primo-exportatrices et exportatrices, cette mission économique est essentiellement axée sur les écosystèmes industriels, à savoir l'automobile, le textile, les matériaux de construction, les IMME, le cuir, les TIC et offshoring, les services, la chimie et la parachimie, électricité, énergie renouvelable et transport logistique. Une initiative qui rentre dans le cadre du plan d'accélération industrielle et suite au lancement de nombreux écosystèmes dans ces divers secteurs. Au menu du périple, Maroc

Export et la Banque Populaire, initiateurs de la mission d'affaires, annoncent une première étape, les 29, 30 et 31 mai à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire. Elle sera ensuite suivie d'une autre à Libreville au Gabon, les 31 mai et 1^{er} juin. Une dernière étape et non moins importante est prévue dans la capitale sénégalaise Dakar, les 2 et 3 juin.

A ce concept, jugé innovant par les organisateurs, une centaine d'entreprises opérant dans l'ensemble des régions du Maroc y prennent part. Ces dernières, tout particulièrement des PME régionales, comptent y trouver assez de relais pour développer leur internationalisation. Elles profiteraient des carnets de rendez-vous pré-qualifiés préparés conjointement par Maroc Export et les filiales Banque Atlantique, prendraient connaissance du climat des affaires et des mesures incitatives en vigueur au Gabon, au Sénégal ainsi qu'en Côte d'Ivoire, et enfin bénéficieraient des offres de financement de la Banque Populaire et de ses filiales.

Mohamed NDiaye, Dakar

Mission économique, essentiellement axée sur les écosystèmes industriels.

Secteur bancaire en Afrique australe

Le leadership sud-africain

En Afrique australe, le secteur bancaire a connu un important essor ces dix dernières années. L'Afrique du Sud possède 78 % des actifs bancaires régionaux, bien loin devant l'Angola, en deuxième position, avec ses 8 %. Les perspectives diffèrent largement d'un marché bancaire à l'autre au sein de la CDAA.

Dans la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA), deux pays se distinguent dans le secteur bancaire : l'Afrique du Sud et l'Angola. Leurs systèmes bancaires ont traversé des phases difficiles ces dernières années. Ce qui les a poussés à améliorer leurs instances dirigeantes et leurs organes de réglementation, à consolider les mécanismes juridiques de gestion des établissements touchés par la crise, d'après l'analyse de la Banque européenne d'investissement (BEI) dans son étude publiée en

mars 2016 et intitulée «*Les Tendances récentes dans le secteur bancaire en Afrique subsaharienne : du financement à l'investissement*». Les perspectives diffèrent largement d'un marché bancaire à l'autre au sein de la CDAA, reflétant la grande hétérogénéité en matière de développement économique général, d'orientation politique et de positionnement stratégique. La plupart des pays enregistrent une croissance rapide, excepté l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe, quoique pour des motifs différents. La forte baisse des cours pétroliers a assombri les perspectives, en particulier pour l'Angola, mais

Johannesburg



Inclusion financière au sein de la CDAA

Pays	Adultes titulaires d'un compte auprès d'une institution financière officielle (%)	Adultes ayant emprunté de l'argent au cours de l'année écoulée auprès d'une institution financière officielle (%)	Adultes ayant une carte de crédit (%)	Adultes ayant utilisé un compte d'argent mobile au cours des 12 derniers mois (%)	Adultes ayant un crédit hypothécaire en cours (%)	Adultes ayant effectué des transferts de fonds intérieurs au cours de l'année écoulée (%)
Angola	29,32	2,82	4,41	0,00	2,16	14,58
Botswana	51,96	13,03	9,86	20,75	9,63	36,13
RDC	17,48	2,40	1,97	9,21	2,74	15,32
Lesotho	18,50	3,04	2,45	0,00	0,00	n.d
Madagascar	8,55	2,00	0,12	4,36	1,82	21,50
Malawi	18,09	6,03	1,53	3,84	6,03	22,65
Maurice	82,21	17,06	17,9	0,86	15,22	4,26
Afrique du sud	70,32	12,09	13,46	14,43	9,17	41,47
Swaziland	28,57	11,51	13,28	0,00	0,00	n.d
Tanzanie	39,78	6,50	0,72	32,36	4,52	35,93
Zambie	35,64	4,82	1,88	12,11	4,64	28,95
Zimbabwe	32,39	4,04	1,83	21,60	1,53	31,17

Sources : Banque mondiale *Finindex, 2014*

également pour le Mozambique et la Tanzanie, même si d'autres secteurs ont pris le relais. Le renforcement de l'intégration financière multilatérale au sein de la CDAA a pris du retard. Toutefois, les banques privées poursuivent la consolidation de leurs capacités transfrontalières dans la région, motivées par la possibilité de financer des projets de grande envergure et l'expansion rapide des marchés de consommation, souligne l'étude. La Communauté de développement de l'Afrique australe comprend 15 Etats qui divergent fortement les uns des autres sur le plan du développement économique et du degré d'avancement de leur secteur financier.

Une région très disparate

Dans la région, les revenus varient considérablement d'un pays à l'autre : le PIB moyen par habi-

tant des Seychelles est de 25 607 USD, soit 36 fois celui de la RDC, qui se situe à 704 USD, révèle l'étude la BEI. L'inclusion financière varie également. À Maurice, près de 85 % des adultes possèdent un compte bancaire, alors qu'à Madagascar, ils ne sont qu'environ 9 %, ces pourcentages étant tous deux inférieurs à la moyenne de 94 % de l'OCDE. Ces disparités signifient qu'il n'est pas aisé de reproduire des stratégies bancaires dans des pays différents, ce qui limite le degré d'intégration pouvant être escompté grâce au fait que les banques de la région empiètent réciproquement sur leurs marchés respectifs. Tel est le constat malgré les efforts concertés qui sont déployés à l'échelle de la CDAA pour intensifier l'intégration régionale, notamment en matière de commerce transfrontalier.

Maïmouna DIA

Dans la région, les revenus varient considérablement d'un pays à l'autre, l'inclusion financière varie également.

Les 15 pays de la CDAA

Les Etats membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) sont l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo (RDC), le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. L'union monétaire

est une ambition poursuivie de longue date par la CDAA, l'objectif d'une monnaie unique d'ici à 2018 étant toujours à l'ordre du jour, une échéance dont tous s'accordent à dire qu'elle ne sera pas tenue. Dans cette optique, il est prévu d'instituer une banque centrale unique pour la région, qui jouera un rôle de précurseur.



Salon Monétique
Régional 5^e EDITION



Expos

Forums

Workshop

Gala & Awards

King Fahd Palace - Dakar
14-15 juillet 2016

Soyez présents au
grand rendez-vous
de la monétique africaine

THÈME :

« Le Mobile Money et le Mobile Banking, vecteur de l'inclusion financière
et de la bancarisation en Afrique : Enjeux et Perspectives »

Sous le Haut Patronage de Monsieur Tiémoko Meyliet KONE, Gouverneur de la BCEAO

Partenaires OFFICIELS



Partenaires DIAMOND



Partenaires SAPHIR



Partenaires EMERAUDE



Autres Partenaires



Partenaires MEDIA

Financial Afrik

LES AFRIQUES

Renseignements
et inscriptions

Tél :
+221 33 869 95 95

Fax :
+221 33 820 54 65

E-mail :
salonmonetique@gim-uemoa.org

GIM, le réseau interbancaire monétique de l'UEMOA



Mostafa Melsa «Une naturelle stratégie de coopération Sud-Sud»

Mostafa Melsa, directeur délégué de l'APSF-Maroc, relate, entre autres, la nécessaire et naturelle coopération entre les pays du Sud, défend que l'avenir de l'Afrique appartient à l'Afrique, trouve qu'on est loin de la maturité à part quelques pays, le bénéfice à tirer de l'expérience marocaine, la stimulante politique volontariste de gouvernements...

Mostafa Melsa, directeur délégué de l'Association professionnelle des sociétés de financement du Maroc (APSF)



N'oublions pas que le Maroc plonge ses racines jusqu'au fleuve Sénégal et qu'il a toujours commercé avec l'Afrique subsaharienne.

Les *Afriques* : Une tendance lourde se dessine depuis un certain nombre d'années pour une expansion au sud du Sahara. Quelle lecture en faites-vous ?

Mostafa Melsa : Par «offensives croisées sur l'Afrique au sud du Sahara», vous voulez certainement décrire cette ruée de tous les pays en mal de ressources premières et/ou de marchés sur l'Afrique subsaharienne. Ce n'est pas nouveau depuis que l'impérialisme existe. Ce qui est nouveau, c'est que cela ne s'accompagne pas de ce que l'on a appelé à l'époque «la politique de la canonnière».

LA : S'agit-il d'un marché qui atteint une certaine maturité, permettant le développement de la plupart des segments de la banque et des sociétés de financement, pour en recevoir le maximum ?

M.M. : Je reviens sur votre première question pour ajouter que ce qui est aussi nouveau, c'est le fait que l'intérêt de l'Afrique subsaharienne pour le Maroc, puisque je suppose que vous vous intéressez à l'expansion du Maroc, entre dans le cadre d'une stratégie Sud-Sud.

N'oublions pas que le Maroc plonge ses racines jusqu'au fleuve Sénégal et qu'il a toujours commercé avec l'Afrique subsaharienne. Qu'il renoue avec ses anciennes traditions est tout à fait naturel. Je ne vais pas faire ici tout un cours de géostratégie et il suffit d'être un tant soit peu lucide pour dire que l'Afrique ne doit pas rester cette proie facile que se disputent tous les prédateurs, sans scrupule aucun. L'avenir de l'Afrique appartient à l'Afrique et il est temps que les Africains se prennent en main propre.

L'avenir de l'Afrique appartient à l'Afrique et il est temps que les Africains se prennent en main propre.

Ceci étant, l'intérêt de l'Afrique subsaharienne pour les opérateurs marocains ne doit pas être à court terme de «simili blancs» qui relaient les anciens «blancs de blanc».

Déjà, au niveau du langage, ce serait de bon augure de les entendre dire «les subsahariens» au lieu de «les Africains»!

A sa modeste échelle, l'APSF s'emploie, chaque fois qu'elle est sollicitée, à partager l'expertise de ses membres dans les métiers de financement. C'est le cas notamment, au niveau du leasing, dans le cadre des séminaires et missions organisés par la Société Financière Internationale (Ndlr: SFI). Il est même question, à son initiative, de créer une Fédération africaine de leasing, à l'instar de Leaseurope.

LA : Outre combler le gap de la non-bancarisation et réaliser des marges, les banques qui s'implantent dans la sous-région d'Afrique au sud du Sahara doivent-elles être des véhicules de financement des infrastructures ?

M.M. : S'agissant du marché bancaire et financier, on est loin de la maturité à part quelques pays dont l'Afrique du Sud. Et c'est là où l'expérience marocaine peut être utile. A bien des égards, le Maroc n'est pas tout à fait complètement bancarisé et tout ce que vous voyez naître et se développer tous azimuts procède de cette volonté d'y arriver aussi bien au niveau du gouvernement que des opérateurs. Les banques marocaines ou, d'une manière générale, les établissements de crédit, y compris les sociétés de financement (leasing, consommation, immobilier, factoring...), qui s'implantent en Afrique subsaharienne, le font d'abord, certainement, par intérêt commercial. Comme ils le font

au Maroc au demeurant. L'expérience a montré, en tout cas au Maroc, que pour peu que le gouvernement pratique une politique volontariste d'investissements prometteurs au service du développement social et économique, les banques suivent en général.

LA : Dans des marchés assez étroits, l'atomaticité ne tue-t-elle pas la banque ?

M.M. : Vous connaissez certainement le proverbe marocain qui dit : «Ahanât Mtsaffa wal'Alarzak Mtkhal'fa» (Les boutiques sont alignées dans la même rue, avec chacune sa fortune).

Les marchés obéissent en général à une sorte de loi malthusienne qui fait que les opérateurs qui ne peuvent pas suivre s'éliminent d'eux-mêmes. A moins qu'ils aient des niches où les grands ne viennent pas les concurrencer.

LA : L'accroissement du taux de bancarisation entraîne concomitamment celui de l'endettement des ménages et des entreprises, quelles mesures de précaution seraient plus judicieuses à prendre, genre mise en place d'un Credit Bureau ?

M.M. : Oui, qui dit banque dit crédit et qui dit crédit dit endettement et qui dit endettement dit risque de surendettement. A l'APSF (Ndlr : Association professionnelle des sociétés de financement – Maroc), on en sait quelque chose !

Aussi bien pour l'entreprise que pour les ménages et c'est là où les pouvoirs publics, et ça rejoint ce qui a été dit à votre 2^{ème} question, doivent veiller au grain pour mettre en place des règles prudentielles appropriées.

**Propos recueillis par
Daouda MBaye**

Annexe du siège de la BCEAO à Dakar



Les tendances bancaires en Afrique occidentale et centrale

Le dynamisme bancaire en matière de tarification et de bilans reste similaire en Afrique centrale et occidentale. Ces marchés sont axés sur les crédits, les prêts et avances, pour en moyenne 50 % de leurs bilans. Les secteurs bancaires et télécommunications des deux régions doivent encore parfaire leur intégration afin de parvenir à l'inclusion financière.

Lagos, capitale économique du Nigéria



En Afrique de l'Ouest, les banques se sont regroupées dans le cadre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). A côté, des pays anglophones comme le Nigéria ou le Ghana possèdent leurs propres réseaux et systèmes bancaires. En Afrique centrale, on distingue notamment les banques congolaises et camerounaises. Mars 2016, la Banque européenne d'investissement (BEI) a publié une étude intitulée «*Les Tendances récentes dans le secteur bancaire*

en Afrique subsaharienne : du financement à l'investissement». Cette dernière stipule que la croissance du secteur bancaire de l'Uemoa est parmi les plus faibles de l'ensemble des zones d'Afrique subsaharienne couvertes par l'étude. Ceci s'explique par la réticence de la plupart des banques à développer sensiblement leurs activités en raison de risques politiques. Cependant, le total des actifs et le total des dépôts du secteur bancaire de l'Uemoa ont l'un et l'autre augmenté, et cela grâce à l'arrivée de nouvelles banques africaines dans la région

La réticence de la plupart des banques à développer sensiblement leurs activités en raison de risques politiques.

Zone UEMOA : Un solide réseau bancaire

Dans la zone UEMOA, nous avons 127 institutions de crédit, dont 114 banques commerciales et 13 autres institutions financières quasi-bancaires, d'après l'étude de la BEI. Au 31 décembre 2013, les canaux de distribution étaient solides, avec 2 133 agences, bureaux et points de vente, ainsi que 2 272 distributeurs

automatiques dans les huit pays membres. Cela en fait le deuxième réseau de distribution d'Afrique subsaharienne, après celui du Nigéria. Les huit membres de la sous-région très unie de l'UEMOA partagent des autorités réglementaires et des outils financiers communs qui facilitent l'expansion des banques.



en provenance de certains pays comme le Nigéria et le Gabon. Bien que le niveau de croissance ne soit pas aussi élevé que dans d'autres régions d'Afrique subsaharienne, le secteur bancaire de l'Uemoa affiche clairement une tendance à la hausse, selon l'étude.

La Côte d'Ivoire, une locomotive du système bancaire

En outre, la rentabilité du secteur bancaire de l'Uemoa reste inférieure à celle de ses homologues principaux d'Afrique subsaharienne. Toutefois, il est important de noter que la Côte d'Ivoire possède le plus grand secteur bancaire de la région et que de ses performances dépendent donc le secteur bancaire régional. Une croissance solide est attendue en cas de stabilité politique. Elle contribuera à renforcer la capacité des banques à mobiliser des dépôts à l'appui de la création d'actifs productifs au cours des prochaines années.

Le secteur bancaire régional est resté vulnérable au risque de crédit, en partie à cause de problèmes hérités du passé et de l'absence d'agences d'évaluation des crédits.

Pour les prochaines années, il faut s'attendre à ce que la pénétration bancaire soit favorisée par des projets d'infrastructures en cours et futurs, le financement des échanges commerciaux et l'expansion des banques dans des régions minières et de nouveaux centres d'affaires. En outre, au Nigéria, la chute des prix pétroliers pèse sur les bilans, générant des difficultés relativement gérables. La chute du prix du pétrole présente des risques mineurs,

avec une réduction des rentrées et liquidités en devises étrangères. Au Ghana, l'activité de prêt des banques s'est resserrée en 2015. Avec la chute des prix des matières premières, les indicateurs économiques continuent à se dégrader et les banques risquent de resserrer le crédit. Par ailleurs, au Cameroun, les services financiers mobiles sont le nouveau marché porteur de croissance.

Emergence des banques congolaises et camerounaises

La pénétration bancaire reste faible au Cameroun. On estime que 5 % de la population adulte peut accéder à des services financiers formels, contre 25 % sur l'ensemble du territoire de l'Afrique subsaharienne. Les banques étrangères dominent le marché des banques commerciales, 11 des 13 banques commerciales que compte le pays ayant un actionnariat majoritairement étranger. En outre, en RDC, ce qui caractérise le secteur bancaire, c'est sa dollarisation. Mais le système financier de la RDC reste modeste et sous-développé. L'accès officiel aux financements est encore très limité et la pénétration bancaire n'est que de 2 %. L'envergure du secteur financier reste limitée : l'activité de prêt représentait 3,6 % du PIB en 2011, un niveau inférieur au seuil de 25 % pour les pays d'Afrique subsaharienne, tandis que les fonds propres et les emprunts obligataires d'entreprises sont toujours inexistants.

Maimouna DIA

Le secteur bancaire régional est resté vulnérable au risque de crédit, en partie à cause de problèmes hérités du passé et de l'absence d'agences d'évaluation des crédits.

La suprématie de 5 établissements bancaires dans l'UEMOA

Les cinq premiers établissements, qui représentent environ 53 % de la totalité des actifs du secteur bancaire de l'UEMOA, sont tous

des groupes bancaires, à savoir Ecobank, BOA Group, Société Générale, Attijariwafa Bank et ABI.

BOA et les entreprises marocaines lorgnent l'Est-Africain

Après l'Afrique de l'Ouest et centrale, les entreprises marocaines, accompagnées par la BMCE Bank Of Africa, s'intéressent aux opportunités en Afrique de l'Est. Pour s'y positionner, elles misent sur différents secteurs, où elles estiment avoir un avantage comparatif.

La BMCE Bank Of Africa, première banque marocaine présente en Afrique de l'Est à travers ses filiales au Kenya, Ethiopie, Djibouti, Ouganda, Rwanda, Burundi et Tanzanie, s'est associée à l'ASMEX pour accompagner les entreprises marocaines en Afrique de l'Est. C'est dans cette optique que s'inscrit la conférence du 23 mai à Casablanca sur les opportunités de développement en Afrique de l'Est. L'objectif étant d'explorer le potentiel économique et les moyens de développement dans cette région à forte croissance. L'Afrique représente un nouveau pôle de croissance avec l'arrivée à maturité d'une population jeune et dynamique. A l'horizon 2050, l'Afrique devrait compter une classe moyenne de plus de 500 millions de personnes, selon différentes prévisions. Dans la région, où 6 pays se sont regroupés, à travers l'East African Community en un marché commun, certains Etats offrent de réels potentiels pour les entreprises marocaines. C'est le cas par exemple du Kenya ou de l'Ethiopie, un géant aux 100 millions d'habitants qui a triplé son PIB en moins de 12 ans.

Les intervenants marocains ont convenu au cours de la conférence qu'il n'est pas question de se limiter à une approche purement commerciale mais plutôt d'envisager une existence et une identité locale par des investissements d'envergure, de véritables ponts pour un rapprochement économique, diplomatique et humain. Les entreprises marocaines comptent privilégier d'abord les secteurs pour lesquels le Maroc présente des avantages comparatifs.

C'est le cas de l'agroalimentaire pour valoriser le fort potentiel agricole. Les énergies renouvelables restent également un domaine où le Maroc peut bénéficier

d'un avantage comparatif. Les mines et les infrastructures sont aussi des activités présentant un potentiel certain pour l'implantation et le développement des entreprises marocaines en Afrique de l'Est. Enfin, l'industrie manufacturière, textile, pharmacie et automobile, et les nouvelles technologies de l'information présentent d'autres opportunités.

Dans son discours d'allocution, le directeur général exécutif du groupe BMCE BOA, Brahim Benjelloun-Touimi, s'est longuement attardé sur les potentialités de l'Afrique de l'Est et sur son histoire. «*L'Afrique de l'Est est une région avec cette profondeur historique qui mérite d'être regardée pour examiner la panoplie d'éléments que nous avons en commun.*» Les investisseurs marocains estiment que si l'Afrique bouge, c'est en partie grâce à cette région. Cette dernière est un bon élève en termes d'intégration régionale, à travers la «East African Community».

«*C'est l'investissement qui peut être générateur, dans le cadre d'une chaîne de valeurs intégrée, et peut également être à l'origine d'une pérennisation des flux commerciaux entre les régions. L'Afrique est désormais inscrite dans les gènes ou dans l'ADN de la stratégie économique du pays*», poursuit le DG exécutif de la BOA. Il est également convaincu qu'il y a une légitimité, une crédibilité, pour un pays comme le Maroc de représenter effectivement un «Gateway», un hub, une plateforme, pour le reste de l'Afrique. C'est fort de cette idée que le groupe BMCE Bank Of Africa a acquis en 2008 un groupe bancaire avec un nom révélateur : Bank Of Africa, littéralement la Banque de l'Afrique. Le groupe se veut rassurant et a réaffirmé son intention de s'installer dans une démarche de long terme.

Maimouna DIA

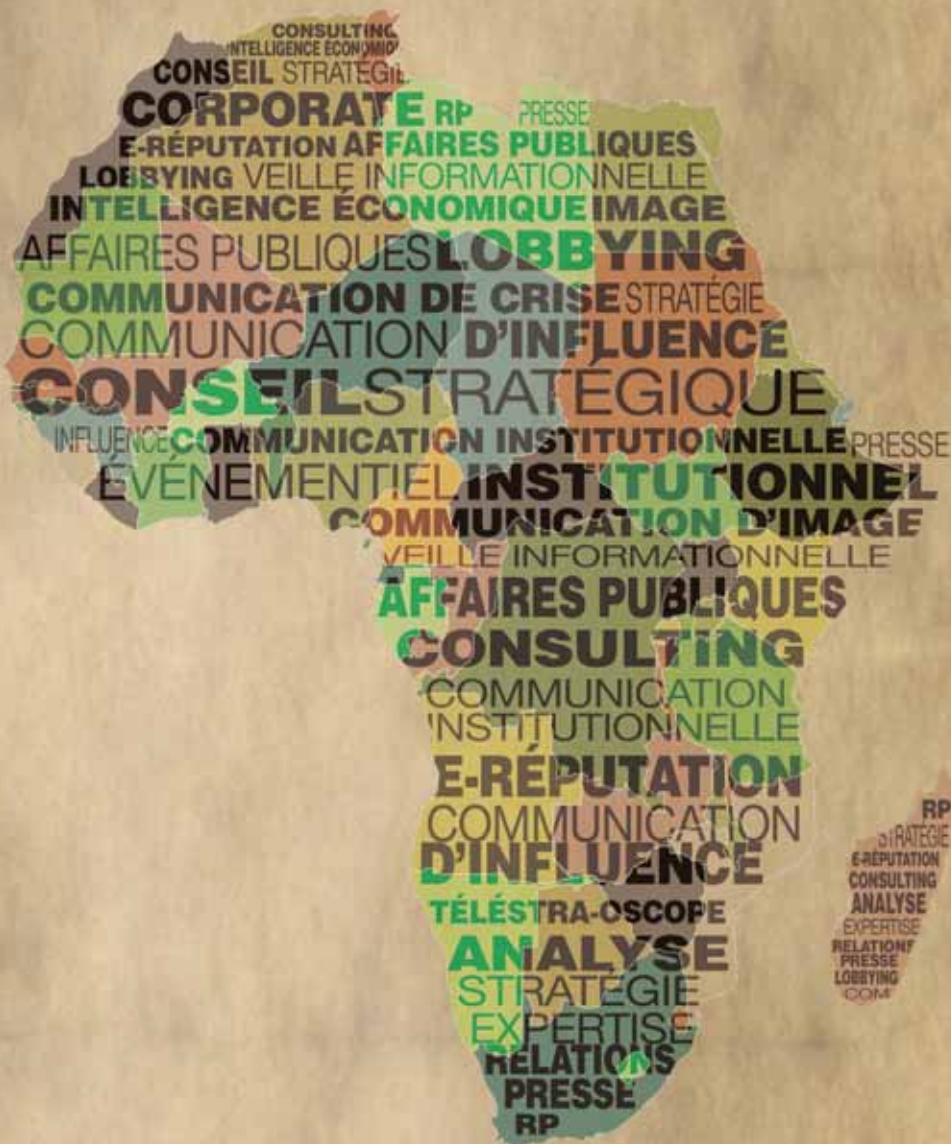
C'est l'investissement qui peut être générateur, dans le cadre d'une chaîne de valeurs intégrée.

Groupe Bank of Africa

Le Groupe BANK OF AFRICA est aujourd'hui implanté dans 18 pays, dont 8 en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Niger, Togo et Sénégal), 8 en Afrique de l'Est et dans l'Océan Indien (Burundi, Djibouti, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Tanzanie, Ouganda et Rwanda), en République Démocratique du Congo, ainsi qu'en France, à travers un réseau de 17 banques commerciales, 1 société financière, 1 banque de l'habitat et 2 bureaux de représentation.

Depuis 2010, le Groupe BANK OF AFRICA est majoritairement détenu par BMCE Bank, 2e banque privée au Maroc. BMCE Bank apporte un puissant soutien stratégique et opérationnel au Groupe BANK OF AFRICA, ainsi qu'un accès direct à des marchés internationaux grâce à sa présence en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. Le Groupe BOA présente au 31 décembre 2015 un total de bilan consolidé de 7 milliards d'€ et enregistre à cette date un bénéfice net consolidé de 95 millions d'€.

MIEUX COMPRENDRE L'AFRIQUE



Téléstratégie & Associés

CABINET CONSEIL EN COMMUNICATION STRATEGIQUE

L'alternative stratégique

Attijariwafa bank 4^{ème} Forum international Afrique Développement, le temps de la concrétisation

Casablanca a abrité, les 25 et 26 février 2016, la 4^{ème} édition du Forum international Afrique Développement, co-organisé par le groupe Attijariwafa bank et Maroc Export. Cette année, la manifestation, qui a coïncidé avec la naissance du Club Afrique Développement, a été axée sur le thème «Agriculture et électrification : mobiliser les énergies».

Du concret, du concret, du concret... C'est le leitmotiv dans les discours des différents intervenants à la cérémonie d'ouverture du Forum international Afrique Développement (FIAD), le jeudi 25 février 2016 à Casablanca. Compte tenu du choix du thème «Agriculture et électrification: mobiliser les énergies», pour apporter des solutions aux enjeux cruciaux de développement du continent, ils se sont mis d'accord pour soutenir que le Forum a été l'endroit où il fallait être «The place, to be!». Mohamed El Kettani, PDG du groupe Attijariwafa bank, a clairement signifié l'intention de franchir une nouvelle étape. Un grand pas en avant, à la mesure des défis auxquels l'Afrique est confrontée. Après son mot de bienvenue, il s'est félicité de la participation de 2 400 délégués qui ont programmé 4 500 rendez-vous B2B et fait état d'un bilan de 500 rendez-vous économiques réels depuis la mise en place de cette rencontre internationale. En d'autres termes, la mayonnaise prend. Pour accélérer un processus, encouragé par le Roi Mohammed VI du Maroc et ses pairs africains, le PDG du groupe bancaire a révélé la création effective du Club Afrique Développement pour la facilitation des partenariats entre les acteurs marocains et ceux d'Afrique au sud du Sahara. Dans un contexte, marqué par une sortie de crise, qualifié d'époque de transition, le FMI allant jusqu'à réviser par 3 fois ses perspectives de croissance mondiale, idem dans les pays de l'OCDE, mais aussi par un ensemble d'opportunités qu'offre la 4^{ème} révolution industrielle, c'est le moment de créer de nouveaux blocs. Mohamed El Kettani a justement fait allusion au récent Accord de partenariat transpacifique qui pèse 40% de l'économie mondiale. Le partenariat stratégique entre le groupe Attijariwafa bank et Maroc Export, mis en place depuis 2014, milite pour la réalisation des plans chiffrés que les pays africains vont présenter. Les insuffisances, singulièrement avec plus de 60% de la population africaine sans accès à l'électricité, plus de

50% souffrent de malnutrition, en dépit de 800 millions ha de terres arables non exploitées, sont autant de prétextes pour aller vers l'appui d'une agriculture moderne et de l'électrification.

Investissements et abnégation

Aziz Akhannouch, ministre marocain de l'Agriculture et de la pêche maritime, a fait remarquer les avancées notables du continent africain, mais n'a pas occulté que beaucoup reste à faire dans une région où un habitant sur 3 ne mange pas à sa faim. Il a, par la suite, ausculté les batailles gagnées sur des investissements structurants... Parmi celles-ci, la nouvelle révolution verte en cours au Maroc, avec notamment le Plan Maroc Vert, qui repose sur la modernisation du secteur et un développement agricole solidaire qui inclut l'arboriculture de petits et moyens exploitants, l'émergence d'agropoles, le renforcement de cultures irriguées avec des rendements jusqu'à 70 t/ha pour la betterave... Les résultats sont tangibles, vu que par l'irrigation, 450 000 ha ont été emblavés en canne et betterave, avec un objectif de 550 000 ha en 2020, et la production locale de sucre à 510 000 t, soit 41% de couverture, a-t-il indiqué. Le ministre marocain de tutelle a soutenu que l'expérience de son pays, qui a permis au PIB agricole de dépasser 100 milliards de DH bon an mal an, est à partager. Aussi, pour les accompagnements, il a évoqué le Fonds fiduciaire, administré par la FAO, pour le soutien aux communautés agricoles, dont il assure la présidence et dont les lignes seront doublées pour réduire la fracture agricole. Dans son sillage, Mathieu Mbomba Nziengui, ministre d'Etat gabonais de l'Agriculture, a plaidé pour une agriculture moderne et rentable à même de freiner le mirage d'un eldorado qui pousse la jeunesse africaine sur les côtes de l'Europe. Pour cela, il sera nécessaire d'activer de nouveaux leviers, mettre en place des soutiens tous azimuts aux exploitants : ce à qui s'attèle son pays, le Gabon où c'est l'agriculture moderne qui est une priorité. Plus que

Pour une agriculture moderne et rentable à même de freiner le mirage d'un eldorado qui pousse la jeunesse africaine sur les côtes de l'Europe.

Tony Elumelu, président d'Heirs Holding, a défendu que nos pays gagneraient à investir tous les autres secteurs et que le secteur privé s'emploie à multiplier les partenariats.

Tony Elumelu, président d'Heirs Holding et de UBA Group



d'assistance, il a assuré que son pays a besoin de partenariat public-privé.

Futur grenier du monde

Quant à Salaheddine Mezouar, ministre marocain des Affaires étrangères et de la coopération, il a vu en le FIAD un lieu de partages, d'ambitions afin que la belle histoire, qui est en train de se dessiner, soit encore plus belle. De son avis, la balle n'est plus dans le camp des politiques, mais bien dans celui des opérateurs économiques. Conscient que le monde sera différent, le chef de la diplomatie marocaine croit que l'Afrique, avec une élite déterminée et de nombreux experts, peut devenir le grenier du monde, pour peu qu'un certain nombre de défis soient relevés. Il s'agira de gagner la bataille de l'électrification, partager les expériences, faire de la COP22 celle de l'Afrique, du début des réalisations, du concret et de la clarification du financement des 100 milliards de \$. Salaheddine Mezouar n'a pas terminé son propos sans lancer un appel pour un partenariat Sud-Sud gagnant pour assurer l'équilibre du monde. A défaut, nous vivrons des déséquilibres, sources de désespoir et de misère.

Plus de synergie

Pour Moulay Hafid Elalamy, ministre marocain de l'Industrie, cet événement d'envergure sur 2 jours est devenu incontournable. Revenant sur un contexte, analogue à la tectonique des plaques, avec notamment un mini-crack pétrolier, une demande chinoise qui s'esoufle, la coopération Sud-Sud devient impérative. A l'instar de certains pays africains, le Maroc, qui est parti d'exportateur de matières premières ou de véhicules CKD (montage), est devenu intégrateur, développant des secteurs générateurs d'emplois. Une étape franchie

en seulement 14 ans, après l'option judicieuse de MMM (Métiers mondiaux du Maroc), notamment dans l'offshoring et le nearshoring, l'automobile, l'aéronautique. Tony Elumelu, président d'Heirs Holding, honoré d'être parmi ses frères africains du Nord et de l'Ouest, a milité pour la transformation des opportunités qui se présentent et dépasser le cadre stricto sensu du business pour aller vers l'unité. Au-delà des deux secteurs sur lesquels les participants ont planché au cours de ce FIAD - pertinents du reste -, il a défendu que nos pays gagneraient à investir tous les autres secteurs et que le secteur privé s'emploie à multiplier les partenariats. Ce philanthrope qui finance des jeunes entrepreneurs à travers tout le continent, dont 4 Marocains, lance un appel à ses pairs pour jouer pleinement leur rôle dans le financement de l'investissement des jeunes entrepreneurs, porteurs de prospérité et de stabilité.

Ne pas réinventer la roue

Jean-Louis Borloo, président de la Fondation Energie pour l'Afrique, a pour sa part salué l'avènement d'un événement absolument décisif pour l'Afrique, sur la route de la COP22 de Marrakech prévue à la fin de l'année. L'ex-ministre français de l'Ecologie trouve que l'Afrique est à la croisée des chemins. Un continent à la poussée démographique très forte se trouve sans accès à la lumière au moment où 550 millions de jeunes disposent de portables... Pour éviter un inéluctable phénomène de nomadisme, il faut transformer les essais et directives du Nepad dernièrement à Johannesburg, de la Commission africaine en la matière plus récemment à Addis-Abeba, du plan Power Africa du Congrès américain... croit-il. Enfin, il a appelé à un nécessaire partenariat Europe-Afrique, pour ne pas rater cette occasion. Enfin, Jean-Louis Borloo a, sans langue de bois, défendu l'expérience marocaine en termes d'énergie rurale décentralisée. Une expérience à dupliquer, à défaut de l'inclure, sans délais, dans des modèles de développement dans des régions où l'énergétique est bien le socle du développement.

Zahra Maafiri, DG de Maroc Export, n'a pas dérogé à la règle de ses prédécesseurs à la tribune, pour lancer un appel à plus d'échanges entre le Maroc et les pays d'Afrique au sud du Sahara. Une coopération qui se fera dans les deux sens. L'organisation du FIAD ne comporte-t-elle pas de rencontres d'affaires entre décideurs et investisseurs économiques, ainsi que des panels animés par des experts et des opérateurs de renom s'agissant des problématiques concrètes de développement en Afrique ? De ces entrevues, débats et contacts autour des panels « Transformation du secteur agricole : d'une activité de subsistance à un moteur de développement de l'économie et des entreprises », puis « Entrepreneuriat en Afrique : libérer les énergies », et « Quel modèle d'électrification pour le continent africain ? » vont dans ce sens.

Daouda MBaye, Casablanca

Coris Bank International Burkina

Introduction prochaine en Bourse

Coris Bank International (CBI) monte en puissance. Elle compte faire son entrée à la BRVM (Bourse régionale des valeurs mobilières) avant fin 2016. Cette option stratégique d'Idrissa Nassa, PDG de l'institution bancaire, dont le siège est établi à Ouagadougou au Burkina Faso, est le fruit des performances enregistrées ces 3 dernières années. Détails.

Coris Bank International
Burkina



**Coris Bourse
drivée par
Yacouba Saré
devra céder
20% du capital à
des actionnaires
institutionnels et
à des personnes
physiques.**

Coris Bank International entend prendre de la voilure. Avant début 2017, la banque panafricaine s'arrimera à la BRVM, basée à Abidjan. Pour se faire coter en Bourse, la banque va mettre les petits plats dans les grands. Le schéma retenu par les dirigeants est que la filiale d'intermédiation Coris Bourse drivée par Yacouba Saré devra céder 20 % du capital à des actionnaires institutionnels et à des personnes physiques. Joint par Les Afriques, Yacouba Saré, directeur général de Coris Bourse, a confirmé l'option de cotation à la BRVM de CBI avant la fin 2016. «*Nous céderons 20% du*

capital avant la fin de l'année 2016 et l'Assemblée à cet effet est prévue pour le 28 avril 2016», a précisé aux Afriques Yacouba Saré.

Une fois ce dispositif mis en branle, fruit de longues réflexions internes, Coris Bank International pourra, à coup sûr, avant fin 2016, signer son entrée sur la plateforme boursière d'Abidjan, qui vit une embellie.

Pour rappel, Onatel (Maroc Télécom) et Bank of Africa (BMCE Bank) sont, en ce moment, les deux sociétés burkinabè à être enregistrées sur le marché financier régional.

Ismael Aidara, Ouagadougou

Wari Bank International

Le niet de la Commission bancaire

Après avoir investi pieds et mains pour décrocher le quitus d'implantation au Burkina Faso de sa banque commerciale, baptisée Wari Bank International (WBI), l'homme d'affaires burkinabé, Apollinaire Compaoré, devra attendre. Selon des informations crédibles, son dossier a été rejeté par la Commission bancaire, établie à Abidjan. Détails.

Ouagadougou,
capitale du Burkina Faso

La création de WBI, dotée d'un capital de 12 milliards de f CFA, devrait être constituée avec un tour de table composé du groupe Planor Afrique avec 54,08% des parts, 20,83% à des institutionnels et 25,09% à des personnes physiques.



Nous l'annonçons en exclusivité dans notre édition du 5 janvier 2016. Notre article intitulé «L'homme d'affaires burkinabé Apollinaire Compaoré, qui a manœuvré pour l'obtention d'un agrément bancaire», avait fait des vagues. Empêtré dans de rocambolesques procès judiciaires non encore vidés, l'entrepreneur et homme d'affaires burkinabé, Apollinaire Compaoré, manœuvrait sans répit auprès de la Banque centrale via la Commission bancaire de l'Umoa (Union monétaire ouest-africaine), pour décrocher le quitus d'implantation de sa banque baptisée Wari Bank International Burkina Faso (WBI - BF). La création de WBI, dotée d'un capital de 12 milliards de f CFA, devrait être constituée avec un tour de table composé du groupe Planor Afrique avec 54,08% des

parts, 20,83% à des institutionnels et 25,09% à des personnes physiques. A l'époque, des sources révélaient aux Afriques qu'une consultation pour l'acquisition de titres s'était tenue, début juillet 2015, en vue de recueillir l'autorisation des administrateurs pour l'acquisition de 5000 actions de la société WBI. Après six mois d'attente, l'homme d'affaires burkinabé, qui bénéficiait d'appuis d'officines politiques ivoiriennes, se verra refuser l'acquisition de l'agrément, lors du dernier passage de la Commission bancaire. Pour rappel, Apollinaire Compaoré, toujours en contentieux avec l'entrepreneur malien Cissé Komé dans le dossier d'Alpha Telecom au Mali, traîne un endettement excessif auprès de certaines banques de l'espace Uemoa, une ardoise de plus de 60 milliards de f CFA.

I.S.

Côte d'Ivoire Orange Money empoche son agrément bancaire

Après plusieurs mois de tractations, Orange Money Côte d'Ivoire vient de décrocher auprès de la Banque centrale son ticket d'entrée dans le système bancaire. Sa requête datée du 24 juin 2015 a été agréée sur décision de la Bceao. Une offensive en marche.



De la téléphonie au système intégré bancaire. La société Orange Money Côte d'Ivoire prend de la voilure et se lance désormais dans la diversification de ses produits classiques. Après sa demande d'obtention d'agrément en date du 24 juin 2015, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) vient de la lui accorder. Dans une

correspondance officielle dont Les Afriques a copie en exclusivité, l'institution communautaire a rendu sa décision sous le numéro 035-02 - 2016 portant agrément de la société Orange Money Côte d'Ivoire en qualité d'établissement de monnaie électronique en République de Côte d'Ivoire.

Ismael Aidara,
Abidjan

Banque de l'habitat du Sénégal

Changement dans le tour de table

Dans le tour de table du champion national bancaire du financement de l'habitat au Sénégal, l'Etat monte en puissance et devient l'unique actionnaire principal. La cession des parts de la Bceao (9,09 %) à l'Etat, une exigence de la réglementation de l'autorité de régulation, remonte au début de 2015 et les banques concurrentes sont sorties du conseil.

Pour combler le gap du logement économique



Les banques concurrentes présentes au tour de table de la BHS, à l'instar de Cbao-Attijari (7,70%), Bicis (4,55%) et Société Générale (3,6%) sont sorties du conseil, mais restent toujours dans le capital.

La BHS (Banque de l'habitat du Sénégal) amorce un nouveau tournant. La sortie de la banque centrale de BHS, qui n'est pas un fait nouveau, remonte au début de 2015. Nos câbles révèlent que la Bceao était dans une position délicate de juge et partie, administrateur et régulateur, ce qui a motivé sa décision de sortir du capital des banques de l'Uemoa. Et notre source de préciser que la CNCAS (Caisse nationale du Crédit agricole du Sénégal) a connu le même sort. Avec le départ de la Bceao de la BHS, l'Etat détient désormais le quart du capital, les banques locales, elles, sont à 15%, les compagnies d'assurances (11%), les privés sénégalais (28%). En s'offrant les parts de la Bceao, l'Etat sénégalais prévoit, dans un échéancier proche, de rétrocéder aux actionnaires actuels s'ils veulent acheter les actions. «Il est de coutume de rendre à l'Etat les actions qu'il s'est engagé à recéder aux

privés, du moins une partie, tout en veillant à l'orientation sociale de la Banque», commente une source crédible aux Afriques.

Le ministre sénégalais des Finances, Amadou Bâ, avait présenté ce schéma devant le Parlement lors d'une plénière sur l'adoption du budget. La BHS, qui constitue un enjeu national pour l'Etat, bénéficie de subventions de ce dernier pour répondre à sa vocation sociale. Les banques concurrentes présentes au tour de table de la BHS, à l'instar de Cbao- Attijari (7,70 %), Bicis (4,55%) et Société Générale (3,6 %) sont sorties du conseil, mais restent toujours dans le capital. Autre fait majeur, la BHS s'est délestée, il y a quelques années, d'un de ses actionnaires, la SFI (Société financière internationale), filiale de la banque mondiale en charge du secteur privé.

Ismael Aidara, Dakar

Colombe Groupe conclut des contrats d'arrangeur pour deux États de l'Uemoa

Depuis l'obtention de son agrément de la Banque centrale, en août 2013, Colombe Groupe, première société de droit sénégalais et africain dans l'activité d'intermédiaire en opérations de banque, réussit avec brio son internationalisation régionale. Signe de crédibilité de sa signature.

Recherche de financements, placements, outsourcing...



Arrangeur en faveur de deux États de l'Uemoa pour une levée de ressources financières importantes dans le cadre de leurs programmes d'investissements prioritaires.

Drivée par le jeune chef d'entreprise sénégalais Chimère Gueye, Colombe Groupe poursuit lentement la consolidation de son portefeuille après seulement deux ans d'activité. Selon bon nombre de professionnels de la finance, la société traîne une bonne réputation sur le marché de l'Uemoa. En si peu de temps, Colombe Groupe a atteint sa vitesse de croisière en imposant sa signature via la finalisation de gros contrats de mandats avec des banques de renom établies au Mali, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Niger, au Togo, en Guinée. La société, qui prend du galon petit à petit et jouit d'une confiance des acteurs financiers du marché régional, vient de conclure des opérations au titre d'arrangeur

en faveur de deux États de l'Uemoa pour une levée de ressources financières importantes dans le cadre de leurs programmes d'investissements prioritaires. Pour l'instant, les montants mis en jeu n'ont pas été révélés aux Afriques.

2015 a été une année d'expansion pour la société dans son activité IOB avec des placements à terme au profit des banques, telles que Bsic Sénégal, Bsic Mali, Bsic Togo, Banque Atlantique Sénégal, Bpec Togo, Coris Bank et tout récemment avec UBA via United Capitals Plc. Entre autres, la société s'active dans la recherche de financements, les placements, l'outsourcing, le portage d'affaires, les opérations de crédits, l'étude, l'assistance et la planification.

Ismael Aidara, Dakar

Burkina Coris Bank distribue 7 milliards de f CFA de dividendes

Réunis à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, le 28 avril 2016, lors de l'assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) au siège social de la holding, les actionnaires de Coris Bank International (CBI) ont pris connaissance des performances consolidées du groupe au terme de l'activité close le 31 décembre dernier.

Idrissa Nassa,
PDG Coris Bank



**Le résultat net,
quasi-stable,
s'élève à 15
milliards de f CFA.**

En dépit d'un environnement économique difficile, les dirigeants et actionnaires de la banque panafricaine Coris Bank International, dirigée par l'entrepreneur burkinabé Idrissa Nassa ont salué les bonnes performances réalisées par l'ensemble des filiales du groupe. Une prouesse à mettre à l'actif du dynamisme du personnel et de l'esprit innovant de l'entreprise. Passés au crible, après la certification des comptes, les états financiers prouvent que la banque respire la forme. Il en ressort, en effet, que les indicateurs d'activité pour l'année 2015 sont au vert grâce à une bonne stratégie commerciale et à une maîtrise transversale en termes de coûts et de risques. Les concours accordés à la clientèle ont crû de 9,2% et les dépôts

de la clientèle de 18,4%. Le résultat net, quant à lui, a maintenu son niveau, en quasi-constance, et s'élève à 15 milliards de f CFA.

Les actionnaires peuvent se frotter les mains. A la clé, ils vont se partager un pactole de 7 milliards f CFA au titre de dividendes. Cette embellie, qui souffle sur la tour de Coris, sise Avenue Kwamé Krumé, confirme l'attractivité et l'agressivité du groupe bancaire vers des marchés de la zone Uemoa, à fort potentiel de croissance. A noter que les actionnaires ont aussi approuvé le projet d'augmentation de capital suivie d'une introduction à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), révélée par Les Afriques et confirmée par le directeur général de Coris Bourse, Yacouba Saré.

Ismael Aidara, Ouagadougou

Gabon Du bon cru pour BGFI

Les actionnaires du groupe BGFI Bank se sont réunis en Assemblée générale, lundi 2 mai 2016 à Libreville (capitale du Gabon). La holding bancaire a réalisé de bonnes performances, au terme de l'exercice clos au 31 décembre 2015, avec un résultat net consolidé de 30 milliards de f CFA et un produit net bancaire de 218 Mds. Détails

Siège de la BGFI Bank
à Libreville



Le ratio de solvabilité s'établit à 16%, alors que le coefficient brut d'exploitation se situe aux alentours de 53%.

Le groupe BGFI que dirige le gabonais, Henri -Claude Oyima montre des signes de solidité financière et de forte rentabilité. On peut dire désormais qu'après s'être externalisée au Sud du Sahara, notamment en Côte d'Ivoire et au Sénégal, la banque reluit ses coffres. Profitant de l'Assemblée générale du groupe, le Président directeur général, Henri-Claude Oyima a présenté aux actionnaires, les résultats de l'activité bancaire, clôturée le 31 décembre 2015. Il en ressort que ces bons chiffres sont essentiellement dominés par le récent lancement des activités de BGFI Bank Sénégal et la mise en oeuvre des nouveaux règlements en France et en zone COBAC.

Le PDG du groupe a aussi présenté en détails la bonne santé financière de la holding qui s'est reflétée sur tous les compartiments de l'institution. Une belle moisson pour le groupe qui a engrangé

un résultat net consolidé de 30 milliards de f CFA en nette progression de 24% par rapport au précédent exercice. Quant au PNB, il s'est établi à 218 milliards de f CFA, démontrant la forte croissance du groupe qui a gagné 17 points. Le ratio de solvabilité s'établit à 16%, alors que le coefficient brut d'exploitation se situe aux alentours de 53%. Une grosse performance, fruit d'une combinaison de dynamisme de ses filiales internationales et d'une diversification de ses métiers. Cette année, les actionnaires recevront des dividendes de 3 200 f CFA par action, soit un montant global de plus de 5 milliards de f CFA.

Créée au Gabon par l'entrepreneur Henri- Claude Oyima, le groupe BGFI Bank a remporté le Prix Meilleur Banque régionale d'Afrique centrale. Elle s'illustre de plus en plus dans le financement des économies du continent africain.

Ismael Aidara, Libreville



AFRICA

Forum Africain de l'Investissement Hôtelier

Le Forum Africain de l'Investissement Hôtelier (AHIF) est la première conférence d'investissement hôtelier d'Afrique. Il réunit plus de 500 délégués de haut vol, y compris des investisseurs, des propriétaires hôteliers, des financiers, des dirigeants d'entreprises et leurs conseillers venant de plus de 50 pays, y compris des ministres de gouvernement africains. Ces conférences uniques sont l'occasion parfaite pour réseauter et discuter des derniers développements, tendances et opportunités dans ce marché émergent.

POUR LA PREMIÈRE FOIS, AHIF ORGANISE DEUX CONFÉRENCES EN 2016

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT POUR OBTENIR UN PASS VIP ET ASSISTER AUX DEUX ÉVÈNEMENTS EN BÉNÉFICIAIRE D'UN TARIF PROMOTIONNEL

TOGO

21-22 Juin 2016

Radisson Blu Hotel 2 Février, Lomé, Togo*

Le Forum Africain de l'Investissement Hôtelier au Togo se penchera en détail sur la région et offrira aux délégués l'opportunité de discuter des défis liés aux investissements et développements. Il s'agira de trouver comment développer le tourisme et élargir le spectre des visiteurs – actuellement principalement constitué d'hommes d'affaires.

*Cette conférence se déroulera en français et en anglais

RWANDA

5-6 Octobre 2016

Radisson Blu Hotel & Convention Center, Kigali, Rwanda

Le Forum Africain d'Investissement Hôtelier au Rwanda se concentrera sur les tendances économiques, la connectivité aérienne et pardessus tout sur l'encouragement des investissements dans des projets liés au tourisme.

SPONSORS HÔTE



SPONSORS PLATINE



SPONSORS OR



SPONSORS HÔTE



SPONSORS PLATINE



SPONSORS OR



BMCE Bank of Africa Une progression en phase avec la maturité

Le groupe BMCE Bank of Africa, par son staff au grand complet, a présenté, lundi 28 mars 2016 à Casablanca, ses résultats 2015, esquissé son évolution depuis la privatisation en 1995 et donné un bref aperçu du renforcement des procédures de gouvernement, avec la nomination de 4 administrateurs indépendants.



Othman Benjelloun,
président du groupe
BMCE Bank of Africa

L'exercice de présentation des Résultats 2015 de BMCE Bank a revêtu un caractère spécial. Othman Benjelloun, président du groupe, qui avait l'habitude de faire dans la prospective, se projetant sur 20, 50, voire 100 ans, a cette fois-ci inversé la démarche. Le président du groupe a choisi de faire un flash-back, un bilan et évoquer les 20 dernières années du groupe dans l'environnement marocain qui l'a porté et nourri. Un environnement à la fois porteur et conducteur d'une prospérité partagée (PIB à près de 1 000 milliards de DH, une attractivité forte avec des IDE + 3% du PIB, un kilométrage des autoroutes multiplié par 8, un taux de bancarisation à 66% contre 24% en 1995, option d'un développement basé sur l'exploitation des métiers mondiaux du Maroc...).

Reprenant les fondamentaux un à un, le président du groupe bancaire marocain a démontré qu'en 20 ans,

ceux-ci ont connu un taux de croissance à deux chiffres. Ainsi, le total bilan, à 279,421 milliards de DH, a été multiplié par 8 ou a affiché un taux de croissance annuel de 11%. Dans le même ordre de grandeur, les capitaux propres ont été multipliés par 7, atteignant 22 milliards de DH, soit + 10% par an pendant cette période. Quant aux concours à l'économie et les dépôts, ils ont été multipliés par 12 ou un taux de croissance annuel de 13%, tandis que le Produit net bancaire a été multiplié par 9 (soit 11%). Un taux d'accroissement annuel sur 20 ans quasi similaire (10%) à celui du résultat net par groupe (RNPG) qui s'est établi à 1,9 milliard de DH. Entre autres agrégats financiers, Othman Benjelloun s'est félicité d'une création indubitable de la valeur actionnariale, dans la mesure où plus de 8 milliards de DH de dividendes ont été distribués en 20 ans et que le cours boursier de la banque s'est apprécié de 6 fois par rapport au début de son introduction. Et dans les caisses de l'Etat marocain, ce sont 5 milliards de DH d'impôts qui ont été versés. Une contribution, qui cumulée aux autres, a fait dire au président du groupe : «*Nous considérons légitimement avoir contribué à porter haut les couleurs de notre pays*».

Vers encore plus de réalisations

Estimant avoir honorablement assumé sa responsabilité, en tant que président du groupe, il n'en a pas omis de soutenir que rien n'aurait pu réussir sans le climat de paix et de stabilité dont jouit le Maroc et son choix démocratique. C'est ce qu'il a défini comme élément explicatif fondamental qui singularise son pays sur l'échiquier régional africain et international. En défendant le bilan du groupe bancaire sur deux décennies, Othman Benjelloun n'a pas omis de magnifier le travail d'une communauté humaine, cimentée par une forte culture d'entreprise... d'une étroite concertation avec les pouvoirs publics, notamment la banque centrale. Résultat des courses, le Maroc a changé. «*Nous sommes fiers d'avoir apporté notre contribution en tant que groupe bancaire et financier*» s'est réjoui le président de BMCE Bank. Loin de s'endormir sur ses lauriers, le groupe en-

De plus fortes progressions ou de meilleures performances du secteur à pratiquement tous les niveaux.

tend hisser à des niveaux plus significatifs une telle contribution, dans les années à venir.

Il n'a pas achevé son propos sans annoncer, dans le cadre de la consolidation des structures du groupe, la mutualisation des ressources, moyens et organisations, ainsi que le renforcement de la gouvernance. Une démarche qui passera par la nomination, entérinée le vendredi 25 mars 2016, de 4 administrateurs indépendants, à savoir François Henrot, vice-président de Rothschild, Brian Henderson, ex de Chase Manhattan Bank et de Merrill Lynch, Philippe de Fontaine Vive, ex-vice-président de la BEI, et le Pr Christian de Boissieu, agrégé de Sorbonne. Enfin, pour donner un sens à ce que le Maroc lui a donné, le groupe envisage de doter la capitale Rabat de la plus haute tour d'Afrique (250 m), dont la première pierre a été posée le 9 mars par le Roi Mohammed VI, a-t-il conclu, sans inviter la presse à analyser le bilan de BMCE Bank, à l'aune de ces considérations.

Brahim Benjelloun Touimi, directeur général de Bank of Africa, a souligné sur le contexte économique sur la période 2012-2015, pour mieux appréhender les performances du groupe. Il a insisté sur le fait que l'exercice 2015 coïncidait avec la fin du plan stratégique de développement. Relativement à ce plan, le DG de BOA trouve que les 6 principaux engagements ont été réali-

sés, notamment l'amélioration de la rentabilité (un ROE consolidé passant de 7,2% en 2011 à 12,8% en 2015, de l'efficacité opérationnelle et commerciale (un core business qui se porte bien, 1 230 agences, 2 millions de comptes sur le continent...), la réorganisation des activités européennes, la consolidation des activités africaines (présence plus forte avec de nouvelles implantations et renforcement dans le capital de filiales africaines, 31% du RNPG...), l'amélioration du profil du risque (un ratio coût du risque à un niveau quasi-stable de 1%, la dégradation du taux de la sinistralité sectorielle de 220 PDB...) , et la pérennisation de l'engagement sociétal (multiples distinctions et initiatives : certification ISO 14001 pour BMCE Academy of Africa, Top Performer RSE Maroc par Vigeo, Programme African Entrepreneurship Award...). Driss Benjelloun, directeur général délégué en charge des finances et risques BMCE Bank, qui a présenté plus en détail les résultats, faisant un parallèle entre les comptes consolidés du groupe et les comptes sociaux de BMCE Bank SA, non sans les comparer à ceux du marché, a évoqué de plus fortes progressions ou de meilleures performances du secteur à pratiquement tous les niveaux.

Abdelmalek El Mekkaoui,
Casablanca

2015

BONNES PERFORMANCES DE LA BIS

• TOTAL BILAN :
+ 28.1%

• RESSOURCES :
+ 34.0%

• FINANCEMENTS ACCORDÉS
À LA CLIENTÈLE :
+ 52.7%

• BÉNÉFICE NET :
+ 18,1%

• PNB : **+ 30,5%**

L'activité de la Banque Islamique du Sénégal s'est inscrite en 2015 dans la continuité des bonnes performances réalisées au cours de ces dernières années. Malgré une concurrence soutenue et un contexte économique relativement difficile, les indicateurs de performance de la banque se sont nettement améliorés au cours de l'année 2015.

Le total bilan a enregistré une progression de 28.1%, passant de 167 314 millions FCFA à 214 265 millions FCFA entre 2014 et 2015. Cette hausse résulte des actions menées en vue de l'amélioration de l'offre commerciale de la banque, à travers le développement de son réseau et l'élargissement de sa gamme de produits et services.

Ces opérations ont permis d'enregistrer un accroissement de 34.0% des ressources et une hausse de 52.7% des financements accordés à la clientèle.

L'analyse de la répartition sectorielle de ces financements montre une présence affirmée de la BIS sur tous les secteurs de l'économie nationale et même sous régionale. Elle s'est matérialisée par un appui constant apporté aux

secteurs minier et industriel, aux BTP et aux prestataires de services ainsi que par un rôle majeur dans la structuration et la commercialisation des sukuku émis par les trésors publics sénégalais et ivoirien.

Au niveau du compte d'exploitation, le bénéfice net est passé de 3 181 millions FCFA à 3 755 millions FCFA. Il est ressorti en accroissement de 18.1% grâce à une hausse de 30.5% du produit net bancaire et une évolution bien maîtrisée des frais généraux et du coût du risque.

En plus de ces performances commerciales et financières, la BIS a également réalisé au cours de l'année 2015 plusieurs actions allant dans le sens de la motivation de son personnel et s'est beaucoup investie en vue de l'amélioration de la qualité des services et des conditions d'accueil de sa clientèle.

Enfin, elle a continué à accorder une attention particulière aux sollicitations des populations et mené des actions de grande portée sociale dans les domaines de l'éducation des jeunes et de la santé des populations démunies.

EXPÉRIENCE • ETHIQUE • RESPONSABILITÉ SOCIALE



Banque Islamique du Senegal
www.bis-bank.com

Immeuble A. Fayçal, Rue Amadou A. Ndoye
angle rue HUART • BP : 3381 Dakar
Tél. : +221 33 849 62 62
Fax : +221 33 822 49 48
Swift : ISSNSDDA
Email : contact@bis-bank.sn

Rockefeller Bridging Leadership Award à Fondation BMCE Bank

Dr Leila Benjelloun, présidente de la Fondation BMCE Bank et Othman Benjelloun, président du groupe BMCE Bank of Africa, ont reçu, le 4 mai à New York, au nom de la Fondation BMCE Bank, le Bridging Leadership Award, des mains de David Rockefeller, président de la Fondation Rockefeller et Peggy Dulany-Rockefeller, présidente de la Fondation Synergos.



Les Benjelloun recevant le Prix Rockefeller Bridging Leadership Award

La Fondation BMCE Bank vient d'être distinguée à New York. Une récompense qui vient sanctionner l'œuvre de la Fondation BMCE Bank, créée en 1995 et, plus particulièrement, les réalisations du programme «Medersat.Com» qu'elle mène depuis plus d'une quinzaine d'années, de construction et de gestion d'Ecoles Communautaires dans le monde rural au Maroc et ailleurs en Afrique. Justement, Peggy Dulany-Rockefeller a indiqué que ce Prix représente «l'hommage à des Leaders», tels M et Mme Benjelloun qui ont témoigné de leur engagement de lutter contre la pauvreté et d'autres fléaux de la société par l'innovation et le partenariat entre plusieurs secteurs et à travers les frontières. La distinction leur a été remise en présence de plusieurs centaines de per-

sonnalités américaines et internationales, issues du monde politique, diplomatique philanthropique et des affaires. Quant aux récipiendaires, ils ont salué une distinction qui les motive davantage. En effet, Dr Leila Mezian Benjelloun a rappelé les principales étapes du bilan de la Fondation BMCE Bank, considérant cette illustre distinction comme «une motivation supplémentaire de poursuivre cette œuvre qui permet une éducation de qualité accessible à tous». Elle a ajouté que : «Elle a la conviction que l'Education pour chacun à travers le monde, est la promesse d'un avenir meilleur». Othman Benjelloun, président du groupe BMCE Bank of Africa, a de son côté, défendu que : «Cette alchimie du sens de l'efficacité alliée à la recherche du bien collectif, la détermination à mettre en œuvre une approche partenariale et à associer l'ensemble des parties prenantes à ce programme éducatif, ont représenté les principaux ingrédients du succès de l'œuvre de la Fondation». De son avis, elle représente la réalisation qui leur a donné, durant toute leur vie, la plus grande satisfaction professionnelle et humaine». A noter qu'un film d'une dizaine de minutes, qui retrace l'essentiel des réalisations du programme éducatif Medersat.Com, a été projeté, en présence de Dounia Benjelloun, présidente de Dounia Productions, productrice du film, et de Brahim Benjelloun-Touimi, Administrateur de la Fondation BMCE Bank. Soulignons que les noms de M et Mme Benjelloun viennent s'ajouter aux récipiendaires de ce prestigieux Prix qui fut, lors de précédentes éditions de cet événement annuel, décerné à des Anciens Chefs d'Etat, tels que Bill Clinton et son épouse Hillary Clinton, Nelson Mandela- ainsi qu'à des Entrepreneurs et philanthropes de dimension planétaire, tels que Bill et Melinda Gates, Richard Branson, Ratan Tata (Inde), SA Karim Aga Khan ou encore Michael Bloomberg.

Daouda MBaye,
New York

Banque centrale populaire Maroc

Un RNPG en hausse de 14,4%

Au titre de l'exercice 2015, le groupe Banque centrale populaire (BCP) a réalisé un produit net bancaire de 15,3 milliards de DH (+4%) et un résultat net part du groupe de 2,5 milliards de DH, qui a bondi de 14,4%.

Mohamed Benchaâboun,
PDG Banque Populaire



En dépit d'une conjoncture peu favorable pour l'activité de crédit, le groupe Banque centrale populaire (BCP) a su tirer son épingle du jeu au cours de l'exercice 2015. C'est du moins ce qui est ressorti de la présentation des résultats, jeudi 24 mars 2016 à Casablanca. Des chiffres entérinés par le Comité directeur du Crédit populaire du Maroc et du conseil d'administration de la BCP, le 9 mars dernier à Casablanca, sous la présidence de Mohamed Benchaâboun. Face à la presse, ce dernier a soutenu que la pertinence des choix stratégiques du groupe s'est traduite par des performances financières soutenues. Comparativement à l'exercice écoulé, le produit net bancaire s'est apprécié de 4% s'affichant à 15,3 milliards de DH. Une bonne tenue qui a permis de réaliser un RNPG de 2,5 milliards de DH, en progression de 14,4%. Quant aux fonds propres consolidés, ils sont ressortis à 39 milliards, grimpant de près de 12%, par rapport à l'exercice précédent. Un excellent matelas de sécurité pour permettre au groupe de poursuivre son développement. Entre au-

tres performances, le total bilan, à 328,8 milliards de DH, s'est accru de 6,2%.

Les responsables du groupe BCP ont aussi décliné la poursuite de sa dynamique commerciale et le renforcement de son positionnement, par le biais d'un modèle économique performant en mobilisant de l'épargne reposant sur un large réseau de proximité. Justement, l'encours de dépôts de la clientèle a enregistré une progression soutenue de près de 9% à 250,3 milliards de DH. Dans cette bonne tenue, la contribution de la banque en Afrique au sud du Sahara se situe à 10,2% contre 9,5%. Des chiffres qui valident le plan ELAN, axé en partie sur une forte implantation dans cette partie du continent africain. Au Maroc et sur le marché des Marocains du monde (MDM), le groupe consolide respectivement son statut de premier collecteur de dépôts (+9,9 milliards de DH), avec une part de marché de 26,7%, et de dominant avec une collecte additionnelle de 4 milliards de DH (+5%).

Abderrazzak Sitail,
Casablanca

Des chiffres qui valident le plan ELAN, axé en partie sur une forte implantation en Afrique au Sud du Sahara.

Attijariwafa bank

Un RNPG en hausse de 3,4%

A l'issue de l'exercice 2015, le groupe Attijariwafa bank, qui a présenté ses résultats, récemment à Casablanca, revendique un résultat net part groupe de 4,5 milliards de DH, s'appréciant de 3,4%, par rapport à 2014. Un exercice marqué par une part de 30,6% de la banque de détail à l'international dans ce résultat.

Mohamed El Kettani, PDG
groupe Attijariwafa bank



L'expansion en Afrique, qui est une tendance lourde pour ce groupe bancaire, est matérialisée par l'ouverture d'une succursale CBAO-Attijari au Bénin, pour enfin couvrir tous les pays de la zone Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine).

Dans un marché local, où la demande de crédits a fait du surplace, le groupe Attijariwafa bank tire son épingle du jeu. Si les fonds propres consolidés ont affiché 41,2 milliards de DH, soit +2% comparativement à 2014, une stratégie de diversification des métiers et des géographies couplée à une politique d'anticipation en matière de gestion des risques a permis de réaliser un résultat d'exploitation de 8 milliards de DH, en progression de 0,8%. Une performance qui se matérialise davantage avec un RNPG à 4,5 milliards de DH (+3,4%).

Poursuite de l'expansion en Afrique

Mohamed El Kettani, président-directeur général du groupe Attijariwafa bank, qui a introduit la présentation des résultats, a justement mis l'accent sur cette importante contribution de la banque de détail à l'international. En effet, c'est une croissance organique élevée, notamment au niveau des filiales de tailles importantes qui s'est traduite par une part de 30,6% du RNPG, a-t-il

indiqué. Pour ce faire, le PDG du groupe Attijariwafa bank a fait remarquer la poursuite du déploiement de ses programmes d'intégration, de transformation et de synergies, lancés à l'issue de chaque acquisition. A ce titre, il est revenu sur le renforcement de la participation dans le capital des filiales sénégalaise (CBAO-Attijari) et ivoirienne (SIB-Attijari) pour respectivement 83% et 75%. L'expansion en Afrique, qui est une tendance lourde pour ce groupe bancaire, est matérialisée par l'ouverture d'une succursale CBAO-Attijari au Bénin, pour enfin couvrir tous les pays de la zone Uemoa (Union économique et monétaire ouest-africaine).

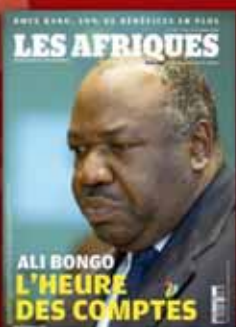
Bien entendu, pour un groupe qui ne cesse de croître pour renforcer sa taille, la maîtrise des charges reste cruciale. Ainsi, ce sont aussi les effets conjugués d'une hausse maîtrisée des charges générales d'exploitation (+3,5%) et d'une baisse significative du coût du risque, notamment de 2,6%, par rapport à 2014, qui ont fortement influé sur les résultats 2015...

Abdelmalek El Mekkaoui,
Casablanca

ABONNEZ-VOUS!

au magazine

LES AFRIQUES



Parce que l'information a de la valeur

TARIF 2015

France Métropolitaine	Papier et digital	142 €
Europe	Papier et digital	156 €
Afrique	Papier et digital	170 €
Autres	Papier et digital	200 €
Digital		50 €

J'INDIQUE MES CORDONNÉES

Nom
Prénom
Société ou institution
Fonction
Adresse
Boite postale
Code postal
Ville
Pays
Tél.
E-mail

OUI, je souscris dès aujourd'hui un abonnement au tarif suivant :

- France Métropolitaine 142 € Autres pays 200 €
 Europe 156 € Digital 50 €
 Afrique 170 €

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR

- Je règle la somme de €
 Abonnement par virement bancaire, renvoyer le coupon par mail à l'adresse suivante : **abos@lesafriques.com**
 Abonnement par carte bancaire « Paiement paypal » (voir sur notre site web : **http://www.lesafriques.com**)
 Pour les abonnements multiples, contacter **abos@lesafriques.com**
 Je souhaite recevoir une facture acquittée

Date et signature

Groupe Les Afriques Edition & Communication S.A.

Rue du Cendrier 24 - 1201 Genève Suisse
Tél : +212 522 233 477 - Fax : +212 522 233 501



Le Tchad, un des garants de la stabilité au Sahel

Les incontournables

Daouda MBaye,
rédacteur en chef exécutif

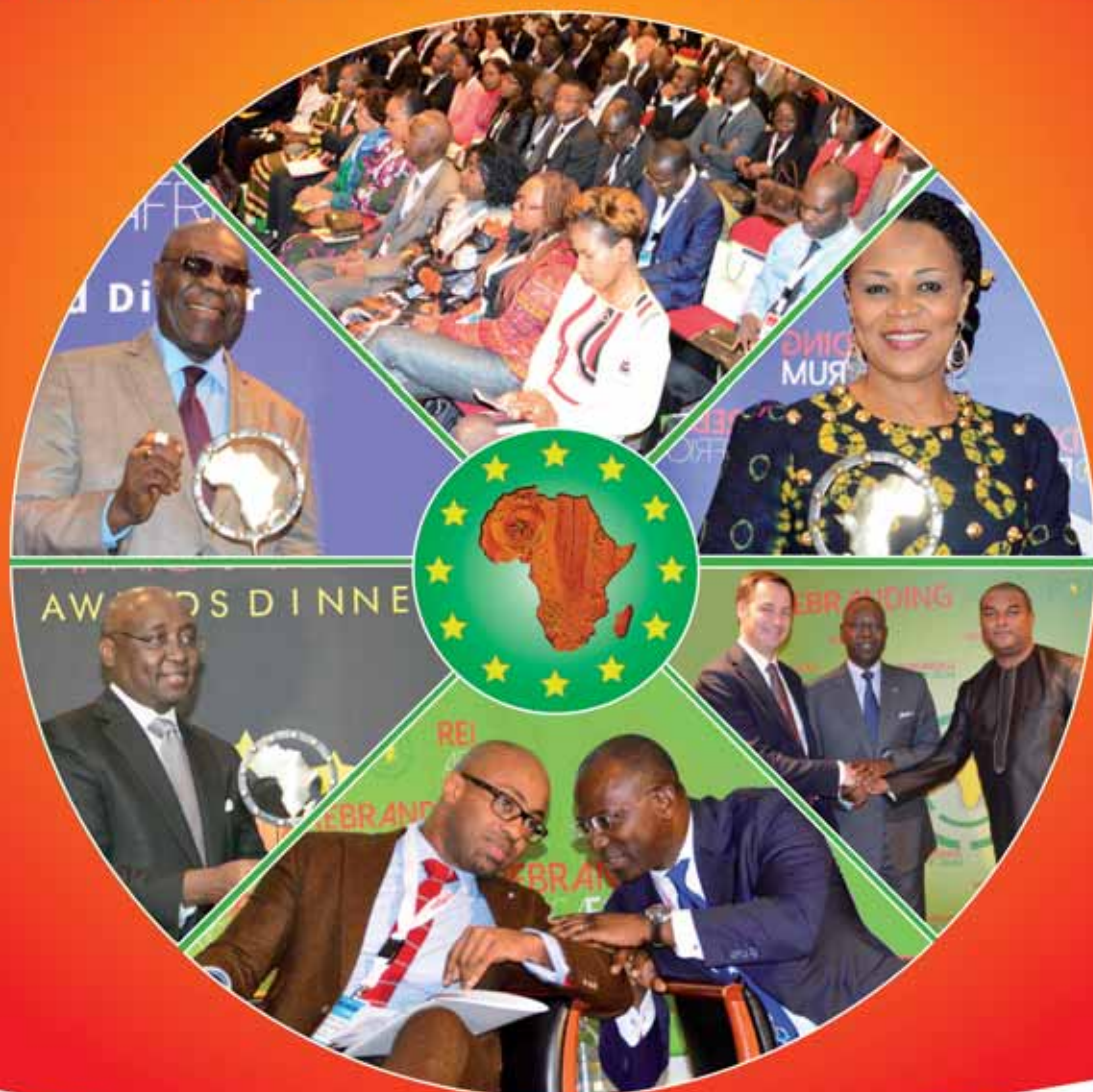
L'Afrique au sud du Sahara a le vent en poupe auprès des investisseurs. S'il est vrai que les fonds, injectés ou envisagés d'être engagés, relèvent plus du saupoudrage que de réels montants en dizaines de milliards d'euros tant les besoins sont immenses, les véhicules de financements s'y bousculent. Cette embellie va-t-elle pour autant durer ? On peut en douter. Afin que la cote de nos pays reste élevée auprès des agences de ratings, que la dette souveraine soit sursouscrite à chaque émission obligataire, les analystes sont à l'affût de projets bancables qui s'insèrent dans une vision bien définie et autour de laquelle se fédèrent toutes les forces vives de la nation. Aucune économie ne doit être faite pour pérenniser des incohérences. Parmi celles-ci, nous nous appesantirons sur des politiques libérales qui pourtant n'encouragent pas des lois sur la liberté des prix et de la concurrence, ni non plus un développement qui est tout, sauf durable.

Une loi sur la liberté des prix et de la concurrence a le mérite d'intégrer l'informel dans le circuit économique, d'afficher obligatoirement les prix (toute une culture), de hisser vers le haut la qualité. Cette dernière finissant à la longue à pousser hors du circuit, voire du secteur, la non-qualité, selon les lois du marché. La clientèle, qui est loin d'être dupe, finit toujours par faire le tri... Quant au développement qui ne tient pas compte du traitement des effluents qu'il génère, des polluants qu'il rejette, qui n'encourage pas une économie sobre en carbone... comment va-t-il contribuer à l'amélioration du cadre de vie ? Comment va-t-il stimuler la créativité des architectes et des ingénieurs pour enfin ériger aux populations des marinas, créées de toutes pièces dans nos plages de sable blanc qui s'étendent à perte de vue, des villes nouvelles et de surcroît intelligentes... ? Enfin, une sécurité et une sûreté, mutualisées dans de grands ensembles sous-régionaux, pour une stabilité durable.

« RELEVER LE DÉFI DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AFRIQUE »

Pourquoi participer ?

- Promouvoir votre entreprise
- Bénéficier de rencontres privilégiées avec les investisseurs internationaux
- Trouver de nouveaux partenaires
- Saisir de nouvelles opportunités commerciales



INSCRIVEZ-VOUS



www.rebrandingafrica.com

Pour toute autre information:
contact@rebrandingafrica.com

Facebook: Rebranding Africa Forum
Twitter: @RebrandingAF
LinkedIn: ReBranding Africa

En partenariat avec



OLYMPIC

WORLDWIDE



OLYMPIC[®]

BANKING SYSTEM

OLYMPIC BANKING SYSTEM OFFERS FULLY INTEGRATED
FRONT TO BACK-OFFICE SOLUTIONS FOR:

- Retail Banking
- Commercial Banking
- E-banking
- Central Banks
- Islamic Banking
- Private Banking
- Wealth Management
- Asset Management
- Fund Management & Administration



www.eri.ch www.olympic.ch

**Global presence,
Truly universal solution.**



THE LEADING BANKING SOFTWARE BY **eri**

Geneva London Lugano Luxembourg Paris Singapore Zurich